



## Analyse des principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine *(Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal)*

Octobre 2018



**Samuel Hall** est un think-tank indépendant avec des bureaux en Asie (Afghanistan) et en Afrique de l'Est (Kenya). Nous sommes spécialisés en enquêtes socio-économiques, analyses des secteurs privés et publics, et études d'impact pour les acteurs humanitaires et du développement. Avec une approche rigoureuse et inclusive des experts académiques, des spécialistes du terrain, et un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous avons accès à des zones complexes où nous collectons des données fiables et produisons des analyses ancrées dans la réalité concrète des communautés et des individus. Nous proposons des solutions pratiques et des perspectives innovantes pour répondre aux enjeux sociaux, économiques, et politiques de notre temps.

Ce rapport a été commandé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Maroc et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis exprimés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall. Le rapport doit être cité selon le format suivant :

Samuel Hall (2018). *Analyse des principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal)*, pour l'OIM Maroc

## TABLE DES MATIERES

---

INTRODUCTION .....	7
1. DEFIS LIÉS AUX ÉCONOMIES LOCALES EN AFRIQUE DE L'OUEST .....	15
Prévalence du secteur informel dans les économies d'Afrique de l'Ouest et mythes de l'entrepreneuriat.....	15
Faiblesses en développement de compétences .....	18
Faiblesse des structures nationales d'accès à l'emploi et bureaucratie .....	20
Accès au crédit en Afrique de l'Ouest.....	22
2. SECTEURS ECONOMIQUES PORTEURS DANS LES PAYS D'ORIGINE.....	23
SECTEUR 1 : Secteur agricole .....	24
SECTEUR 2: BTP.....	27
SECTEUR 3. TOURISME.....	28
SECTEUR 4. MECANIQUE.....	29
SECTEUR 5. Couture .....	30
4. COORDINATION AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES OUEST-AFRICAINS.....	32
Opportunités d'orientation : programmes en faveur de l'emploi des jeunes.....	32
Travailler avec le secteur privé .....	34
Au niveau national : se rapprocher de « points relais» .....	34
Au niveau communautaire : méfiance ou préférence ? .....	34
5. RECOMMANDATIONS : METTRE EN PLACE LE MODELE GRADUE.....	36
D'une approche classique à l'approche de l'OIM Maroc aujourd'hui .....	36
Etape 1 : Principe de mise en pratique d'un soutien gradué aux migrants de retour .....	38
Etape 2 : Profilage des migrants de retour / Evaluation initiale.....	39
Etape 3 : Partage de l'information .....	40
Etape 4 : Formations courtes, coaching et création d'un réseau de migrants de retour .....	41
Etape 5 : Retour, formations longues et soutien financier.....	43
Etape 6 : Suivi et évaluation.....	46
Etape 7 : Approche recommandée sous réserve de ressources financières complémentaires sur 5 ans .....	47
CONCLUSION .....	49
ANNEXE 1. DEMARCHES FORMELLES POUR SE LANCER DANS L'AUTO-EMPLOI .....	50
ANNEXE 2. STRUCTURES NATIONALES DEDIEES A L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES PAYS DE L'ETUDE.....	54
ANNEXE 3. COMMUNAUTES DE L'ETUDE.....	59
ANNEXE 4. BIBLIOGRAPHIE.....	60

## TABLEAUX ET GRAPHIQUES

---

Tableau 1 Résumé du projet FORAS (extraits de la fiche projet) .....	8
Tableau 2 Vue d'ensemble des situations par pays (données Banque Mondiale).....	9
Tableau 3 Présentation des outils de collecte de données .....	10
Tableau 4 Nombre d'entretiens effectués .....	10
Tableau 5 Bonnes pratiques pour assurer la réintégration économique.....	12
Tableau 6 Analyse "SWOT" des économies locales en Afrique de l'Ouest.....	15
Tableau 7 Part du secteur informel dans le PIB de chaque pays .....	16
Tableau 8 Souhait d'avoir sa propre entreprise (tous sondés) .....	16
Tableau 9 Intérêt pour la formation et l'apprentissage .....	19
Tableau 10 Formaliser une entreprise en Afrique de l'Ouest .....	20
Tableau 11 Capacité des jeunes interrogés à emprunter de l'argent .....	22
Tableau 12 Niveaux de dettes chez les sondés en Afrique de l'Ouest .....	22
Tableau 13 Secteurs clés par communauté.....	23
Tableau 14 Proportion des jeunes sondés souhaitant acquérir des compétences dans les domaines de l'agriculture.....	24
Tableau 15 Standards 'Fairtrade' .....	26
Tableau 16 La compétence 'construction / maçonnerie' chez les sondés .....	27
Tableau 17 La 'compétence mécanique' chez les sondés .....	29
Tableau 18 La 'compétence couture' chez les jeunes femmes sondées .....	30
Tableau 19 Possibilités d'orientation au sein du FF-UE.....	33
Tableau 20 Potentiels points relais en Côte d'Ivoire .....	34
Tableau 21 Standards à communiquer dans les secteurs clés .....	42
Tableau 22 Organismes de formation pertinents .....	43
Tableau 23 Indicateurs de suivi individuel .....	46
Tableau 24 Communautés étudiées dans le cadre du projet.....	59
Graphique 1 Objectifs du projet FORAS .....	7
Graphique 2 RNB par habitant (données Banque Mondiale).....	9
Graphique 3 Ecosystème communautaire (OIM, Projet MEASURE, 2017) .....	14
Graphique 4 Employeur potentiel par sexe - plusieurs options.....	17
Graphique 5 Modèle gradué adapté aux besoins de l'OIM Maroc .....	39
Graphique 6 Elements de l'évaluation initiale .....	40
Graphique 7 Options de pré-formation courte .....	41
Image 1 Zones de recherche .....	11

## ACRONYMES

---

<b>AECID</b>	Agence Espagnole de Coopération internationale au Développement
<b>AEJ</b>	Agence pour la Promotion des Investissements (Mali)
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AGUIPE</b>	Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi
<b>ANPE</b>	Agence Nationale pour l'Emploi (Mali)
<b>ANPEJ</b>	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (Sénégal)
<b>API</b>	Agence pour la Promotion des Investissements (Mali)
<b>APIX</b>	Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (Sénégal)
<b>AVRR</b>	Aide au Retour Volontaire et à la Réintégration
<b>BCE</b>	Bureau d'appui à la Création d'Entreprise (BCE)
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BID</b>	Banque Islamique de Développement
<b>BTP</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>C2D</b>	Contrat de Désendettement et de Développement
<b>CEEAC</b>	Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale
<b>CCI</b>	Centre du Commerce International
<b>CDP</b>	Cassa Depositi e Prestiti
<b>CEPICI</b>	Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
<b>CGAP</b>	Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres
<b>CTB</b>	Agence Belge de Développement ou Coopération Technique Belge
<b>DGIE</b>	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur
<b>DGSE</b>	Direction Générale des Sénégalais de l'Extérieur
<b>EFI</b>	Ethical Fashion Initiative - Sahel
<b>EFTP</b>	Enseignement et Formation Techniques et Professionnels
<b>FCFA</b>	Francs De La Communauté Financière Africaine
<b>FF-UE</b>	Fonds Fiduciaire de l'Union européenne
<b>FNE</b>	Fonds National de l'Emploi (Cameroun)
<b>FORAS</b>	Renforcement de l'assistance pré-départ au Maroc
<b>GIE</b>	Groupement d'Intérêt Economique
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<b>GNF</b>	Franc Guinéen
<b>ICRT</b>	International Center for Responsible Tourism
<b>MRRM</b>	Migrant Resource and Response Mechanism
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les Migrations
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	Petites et Moyennes Entreprises
<b>POSICA</b>	Politique nationale de développement du secteur de l'artisanat
<b>RNB</b>	Revenu National Brut
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>XAF</b>	Franc CFA d'Afrique Centrale

## GLOSSAIRE

---

<b>Communauté</b>	<p>Il n’y a pas de définition généralement acceptée de « communauté » dans la littérature académique. Dans le cadre de cette étude, nous définissons la « communauté » comme un groupe de personnes qui :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Interagissent régulièrement</li><li>• Vivent dans un territoire spécifique</li><li>• Ont tendance à partager des valeurs, croyances et attitudes communes à travers une socialisation partagée</li><li>• Partagent des services économiques, commerciaux et sociaux</li><li>• S’identifient en tant que groupe</li></ul>
<b>Modèle gradué (« graduation model »)</b>	<p>Une approche développée par le Groupe Consultatif d’Assistance aux Plus Pauvres (CGAP) pour aider les personnes les plus vulnérables à devenir autonomes à travers des étapes cohérentes et cadrées dans le temps. Dans ce rapport, le modèle gradué est adapté aux bénéficiaires de l’AVRR.</p>
<b>Migration de retour</b>	<p>« Migration ramenant une personne à son lieu de départ – pays d’origine ou lieu de résidence habituelle – généralement après un séjour d’une année au moins à l’étranger. La migration de retour peut être volontaire ou forcée. Elle inclut le rapatriement librement consenti » (Glossaire de l’OIM).</p>
<b>Retour volontaire assisté</b>	<p>« Appui administratif, logistique et financier au retour et à la réinsertion dans le pays d’origine fondé sur une base volontaire, au profit de demandeurs d’asile déboutés, de migrants victimes de la traite des personnes, d’étudiants en situation de détresse, de nationaux qualifiés et autres migrants ne souhaitant pas demeurer dans l’Etat considéré ou ne pouvant s’y maintenir légalement » (Glossaire de l’OIM)</p>
<b>Réintégration durable</b>	<p>“La réintégration peut être considérée durable quand les personnes de retour ont atteint des niveaux d’autonomie économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés, et de bien-être psychosocial leur permettant de faire face aux facteurs de (re)migration. Etant parvenues à une réintégration durable, les personnes de retour sont capables de faire des futures décisions migratoires une question de choix, et non de nécessité.” (OIM, 2017)</p>
<b>Secteur porteur</b>	<p>Un secteur d’avenir, créateur d’emplois, et dont la maturité n’est pas encore atteinte, supposant des évolutions dans le futur. Un secteur porteur a un impact social et environnemental positif sur les communautés, et/ou les externalités négatives sont atténuées et gérées grâce à des cadres légaux efficaces.</p>

# INTRODUCTION

## Contexte

### Préparation et réintégration

Le Maroc est un pays de transit et de destination pour les migrants en provenance des pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Sénégal. Le Ministère de l'Intérieur marocain estimait en 2013 qu'entre 25,000 et 40,000 migrants irréguliers en détresse et vulnérables se trouvaient au Maroc<sup>1</sup>. Dans ce cadre, le Ministère des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne finance actuellement un projet d'assistance et orientation, intitulé « Renforcement de l'assistance pré-départ au Maroc » (projet FORAS). Un des objectifs du projet est de **renforcer le lien entre l'orientation socioprofessionnelle dans les pays d'accueil et la réintégration socioéconomique des migrants de retour dans les pays d'origine**.

Améliorer la coordination entre le départ et l'arrivée des migrants de retour est une étape cruciale pour assurer une réintégration économique durable,<sup>2</sup> car elle permet aux migrants de retour de préparer leur retour en amont – que ce soit au niveau de la mobilisation des **ressources tangibles** (c'est-à-dire financières) et **intangibles** (c'est-à-dire des contacts, des relations, des compétences, des connaissances)<sup>3</sup>. Dans cette perspective, la préparation au retour peut inclure un renforcement des compétences à mettre à valeur pour se réinsérer dans le marché du travail du pays d'origine, mais également la définition d'un plan d'après-retour grâce à la mobilisation des réseaux et à l'accès à l'information sur le pays d'origine.

Graphique 1 Objectifs du projet FORAS



Une recherche préliminaire a été effectuée afin d'identifier les opportunités de formation et orientation au Maroc. Sur la base des résultats d'enquête sur les profils des migrants effectuée au Maroc auprès des migrants assistés avant le retour en Afrique de l'Ouest, l'OIM Maroc a décidé de se concentrer sur les « formations métiers dans les domaines de la couture, coiffure/esthétique, mécanique, agriculture, et BTP »<sup>4</sup>. L'OIM souhaite investir dans des formations courtes de deux à trois semaines pour permettre aux migrants de retour de rentrer rapidement dans leur pays d'origine - un souhait généralement exprimé par les migrants interrogés au Maroc.

<sup>1</sup> Termes de référence pour la sélection d'une agence de consulting : « Assistance pré-départ améliorée au Maroc »

<sup>2</sup> Voir Fonseca, Hart et Klink (2015) « Effective approaches to reintegration », <https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/Reintegration-Position-Paper-final.pdf> et European Commission Directorate-General for Home Affairs (2012), « Comparative Study on Best Practices to Interlink Pre-Departure Reintegration Measures Carried out in Member States with Short- and Long-Term Reintegration Measures in the Countries of Return » [http://ec.europa.eu/home-affairs/doc\\_centre/immigration/docs/studies/ECHOMEREINTEGRATION\\_Final-January\\_2012.pdf](http://ec.europa.eu/home-affairs/doc_centre/immigration/docs/studies/ECHOMEREINTEGRATION_Final-January_2012.pdf).

<sup>3</sup> J.-P. Cassarino, "Theorising return migration: The conceptual approach to return migrants revisited", *International Journal on Multicultural Societies*, 6(2):253–279 (UNESCO, 2004)

<sup>4</sup> Eguiluz and Pinel (2018) "Cartographie des acteurs de formation en soft skills, entrepreneuriat et en métiers, à Casablanca, Oujda et Rabat", mars 2018

L'objectif principal de la recherche est d'analyser les principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal) en (i) Analysant les besoins, les manques et les opportunités liés aux économies locales, (ii) Déterminant les cinq secteurs économiques les plus prometteurs pour la réintégration des retournées dans les différents pays et en (iii) Analysant les risques et les opportunités liés aux différents secteurs identifiés. L'analyse croisée des résultats par l'OIM Maroc vise à sélectionner les partenaires de mise en œuvre au Maroc et d'adapter les modules de formation/orientation identifiés aux opportunités existantes et aux exigences des migrants.

Ce rapport vise à soutenir la mise en place du projet FORAS. Néanmoins, il fournit également des pistes de réflexion au-delà du projet FORAS pour assurer la durabilité de la réintégration grâce à un processus cohérent entre le départ et le retour et améliorer la coopération entre l'OIM dans les pays de destination/transit et origine.

Tableau 1 Résumé du projet FORAS (extraits de la fiche projet)

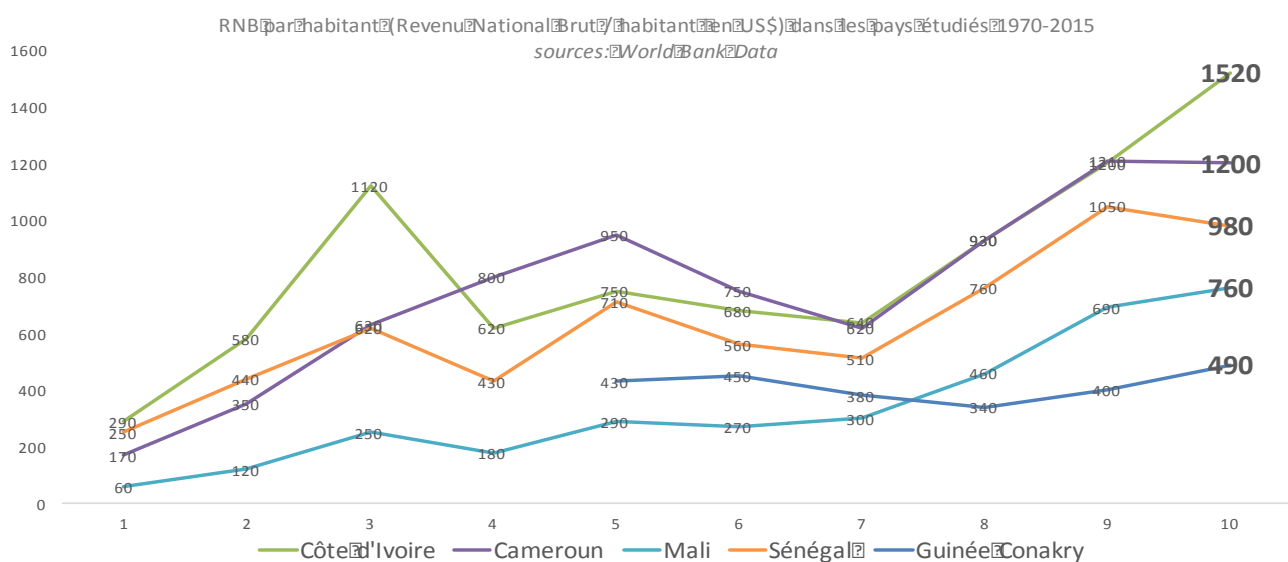
Éléments	Description
Couverture géographique	Maroc (Rabat, Casablanca and Région de l'Oriental) ; 5 pays d'origine (Guinée, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal et Mali).
Nombre de bénéficiaires directs	3 500 migrants bloqués et vulnérables au Maroc
Objectifs du projet	<p><b><u>Pilier 1 : Conseil et Orientation</u></b></p> <p>Les activités suivantes seront proposées dans les points d'orientation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les bénéficiaires participeront d'abord à un entretien préliminaire pour évaluer leurs besoins spécifiques et leurs intérêts.</li> <li>- Des séances d'orientation individuelles supplémentaires seront organisées pour les migrants intéressés par les formations afin de les orienter vers les activités de renforcement des capacités les plus appropriées, et de leur fournir des informations relatives à la situation socioéconomique dans leur pays d'origine et aux possibilités d'emploi existantes</li> <li>- Des ateliers sur les compétences de la vie courante seront également organisés pour motiver les bénéficiaires et leur permettre de regagner confiance en eux-mêmes.</li> </ul>
	<p><b><u>Pilier 2 : Sessions d'orientation professionnelle avant le retour</u></b></p> <p>Les sessions d'orientation professionnelle seront développées par l'OIM et par les organisations partenaires et seront adaptées aux besoins spécifiques des migrants.</p>
	<p><b><u>Pilier 3 : Coordination avec les pays d'origine pour améliorer le retour et la réintégration</u></b></p> <p>Organisation d'ateliers de coordination et d'échanges d'information entre l'OIM, la société civile et le gouvernement du Maroc et des cinq pays d'origine.</p>



## Vue d'ensemble des économies des pays de l'étude

Les pays d'origine retenus par l'OIM Maroc pour cette étude l'ont été en fonction de la cible du projet FORAS et des capacités respectives de chaque bureau local de l'OIM. De manière générale, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Sénégal présentent des dynamiques relativement similaires de croissance, mais avec des niveaux de développement très différents : le Revenu National Brut (RNB) par habitant de la Côte d'Ivoire ou du Cameroun est par exemple deux à trois fois supérieurs à ceux de la Guinée ou du Mali.

**Graphique 2 RNB par habitant (données Banque Mondiale)**



Le tableau ci-dessous présente les tendances économiques principales dans les cinq pays de l'étude et identifie trois forces communes :

- Une population importante et jeune, en croissance continue ;
- Une croissance économique soutenue et forte, jusqu'à 7% par an en Côte d'Ivoire ;
- Des inflations et déficits sous contrôle.

**Tableau 2 Vue d'ensemble des situations par pays (données Banque Mondiale)**

	Côte d'Ivoire	Cameroun	Mali	Sénégal	Guinée Conakry
Population (millions d'habitants)	23,7	23,3	18	15,4	12,6
Secteurs clés de l'activité économique	Produits agricoles, élevage, bois, extraction minière, hôtellerie, construction	Produits agricoles, extractions minières, pétrole, bois précieux, hôtellerie, construction	Télécommunications, transport, secteur marchand, produits agricoles	Produits agricoles, pêche, extraction minière, transports, télécommunications	Pétrole, forêt, diamants, extraction minière (or, bauxite), eau
PIB Croissance (2016)	7,0%	4,0%*	5,8%	6,5%	6,6%*
Déficit budgétaire (2016)	4,5%	6,9%	4,3%	4,2%	1,4%*
Inflation (2016)	1,2%*	1,0%	-2,0%	1,0%*	8,2%
Population sous le seuil de pauvreté	46%	40%*	45%	45%	60%
Enjeux du développement	Distribution des dividendes de la croissance, équité sociale, gouvernance	Réduction des écarts de pauvreté, sécurité, gouvernance et transparence	Sécurité et stabilité politique, Développement des PPP, réduction des écarts entre zones urbaines/rurales	Diversification des emplois en milieu rural, réformes structurelles, efforts de productivité	Poursuite de réformes macroéconomiques et budgétaires, stabilité sociale post-Ebola, gestion des ressources minières

## Méthodologie

### Collecte de données

La collecte de données a été effectuée entre janvier et avril 2018 par les équipes de Samuel Hall dans le cadre d'une commande par le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM), pour le projet d'Initiative Conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants financé par l'Union européenne, par l'intermédiaire du Fonds Fiduciaire de l'Union européenne pour l'Afrique (FF-UE). Les résultats présentés dans ce rapport se concentrent sur les marchés du travail au Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal à travers une analyse de l'offre et de la demande.

Tableau 3 Présentation des outils de collecte de données

Du côté de l'Offre	<ul style="list-style-type: none"><li>• Une enquête quantitative <b>auprès des 15-34 ans dans les principales communautés de retour</b>. Les sondés ont été sélectionnés de façon <u>aléatoire</u>. Les équipes d'énumérateurs quantitatifs partaient du point central de la zone identifiée et interrogeaient une personne sur trois qui correspondaient à la tranche d'âge 15-34 ans. L'échantillon final devait inclure une division égale entre hommes et femmes.</li></ul>
Du côté de la Demande	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des entretiens avec des entreprises et avec les acteurs qui fournissent des services économiques, sociaux et psychosociaux au niveau communautaire</li><li>• Une revue littéraire des secteurs porteurs en Afrique de l'Ouest et des modalités d'inclusion de la jeunesse dans le marché du travail</li></ul>

Afin de dresser une image précise des défis et des opportunités des contextes locaux, l'échantillonnage s'est concentré sur les individus de 15 à 34 ans, pour trois raisons principales :

1. Cette tranche correspond à ce que la Banque mondiale et l'Union africaine appellent « jeunesse », un segment de la population en transition vers l'autonomie sociale et économique. Elle saisit les différentes étapes du développement individuel (passage de l'adolescence à l'âge adulte, de l'école secondaire à l'éducation postsecondaire et inclusion progressive sur le marché du travail).
2. Selon les enquêtes les plus rapides menées par l'OIM en Afrique de l'Ouest, l'âge moyen des migrants transitant par Agadez est proche de 27-28 ans.
3. Ce groupe démographique correspond aux candidats au retour au Maroc interrogés dans le cadre de l'enquête sur les profils migrants<sup>5</sup> (75% avaient entre 16 et 30 ans, 97% avaient entre 16 et 40 ans).

Tableau 4 Nombre d'entretiens effectués

Pays	Nombre d'entretiens quantitatifs	(Dont femmes)	Nombre d'entretiens qualitatifs (dont entreprises)
Cameroun	632	49%	61
Côte d'Ivoire	627	48%	68
Guinée	579	51%	55
Mali	604	50%	78
Sénégal	486	48%	52
Total	<b>2,928</b>	<b>49%</b>	<b>314</b>

<sup>5</sup> Eguiluz and Pinel (2018) "Résultats d'enquête sur les profils migrants"

Un **Atelier Technique Régional** pour le « Renforcement de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration à travers l'écoute et l'orientation socioprofessionnelle » s'est tenu à Rabat durant la phase de lancement, les 11 et 12 Décembre 2017 avec les acteurs gouvernementaux et de la société civile et de l'OIM au Maroc et en Afrique de l'Ouest afin de partager les objectifs et méthodologies de la recherche, tout en ouvrant un dialogue préliminaire avec les parties prenantes.

Image 1 Zones de recherche



### Limites et contraintes

La méthodologie a été élaborée en l'absence de données quantitatives sur les communautés d'arrivée des migrants de retour comme sur les mouvements secondaires. L'équipe de recherche a sélectionné des zones au sein de centres urbains en se fondant sur des informations de seconde main. Les zones retenues, en accord avec les bureaux locaux de l'OIM, ne correspondent dès lors pas nécessairement aux zones présentant le nombre le plus important de retours (qu'ils soient ou non AVRR). En effet, la principale leçon apprise au cours de l'étude régionale est que les communautés de retour ne sont pas encore bien comprises ou précisément identifiées par la majorité des bureaux pays de l'OIM impliqués dans cette étude. Enfin, la taille de l'échantillon est limitée pour des raisons de ressources et de temps. Les données sont donc indicatives<sup>6</sup> et fournissent des tendances au sein de la communauté.

<sup>6</sup> Dans cet échantillon, la marge d'erreur est de 6,9% et le niveau de confiance de 95% au niveau communautaire.

## Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel s'attache à définir trois notions clés pour l'articulation des résultats de l'étude et les recommandations qui en découlent :

- **Définir la réintégration économique** - *quels sont les obstacles et éléments facilitateurs à la réintégration des migrants de retour dans les marchés du travail locaux et nationaux ?*
- **Définir des secteurs économiques prometteurs** - *quels sont les critères de définition ?*
- **Définir la communauté de retour** – *quel est le rôle de la communauté dans la réintégration économique des migrants de retour ?*

### Définir la réintégration économique

En 2017, l'OIM a développé une définition **multidimensionnelle** et **intégrée** de la réintégration durable : « la réintégration peut être considérée durable quand les personnes de retour ont atteint des niveaux d'autonomie économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés, et de bien-être psychosocial leur permettant de faire face aux facteurs de (re)migration. Etant parvenues à une réintégration durable, les personnes de retour sont capables de faire des futures décisions migratoires une question de choix, et non de nécessité ». <sup>7</sup>

Cette étude présente principalement des éléments liés à la dimension économique – il est néanmoins évident que les dimensions sociale et psychosociale sont tout aussi importantes dans le processus de réintégration, et sont étroitement liées à la dimension économique. Par exemple, fournir des formations conjointes entre migrants de retour et jeunes de la communauté de retour permet de lier la réintégration économique et la réintégration psycho-sociale grâce à une expérience commune et à un suivi spécifique par les formateurs. Suite à la recherche MEASURE qui visait à mettre en œuvre la nouvelle définition de la réintégration durable <sup>8</sup>, trois recommandations ont été développées pour faciliter la réintégration économique :

Tableau 5 Bonnes pratiques pour assurer la réintégration économique

Priorités	Recommandations
Prendre en compte les aspirations des jeunes	Il est nécessaire d'adapter les options disponibles pour les micro-business et les formations aux profils et aspirations des migrants de retour pour des résultats durables. Dans cette même logique, une étude récente, au Togo, montre qu'il est souvent préférable d'insister sur l'envie, le désir, la motivation, la confiance – l'affect – pour générer des changements durables <sup>9</sup> .
Promouvoir les chaînes de valeur	Le développement des chaînes de valeur permet de promouvoir l'emploi, de réduire la pénibilité de l'agriculture traditionnelle, et de proposer un éventail d'emplois avec des compétences variées et valorisées.
Travailler avec le secteur privé	Les options de placements professionnels peuvent être renforcées grâce à la coopération avec le secteur privé à travers, par exemple, l'utilisation d'un site/portail de placement <sup>10</sup> .

<sup>7</sup> OIM (2017a) "Towards an integrated approach to reintegration in the context of return migration"

<sup>8</sup> Samuel Hall / OIM (2017) « Setting standards for an integrated approach to reintegration », financé par DFID, [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DMM/AVRR/IOM\\_SAMUEL\\_HALL\\_MEASURE\\_REPORT%202017.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf)

<sup>9</sup> Campos, Francisco, Michael Frese, Markus Goldstein, Leonardo Iacovone, Hillary C. Johnson, David McKenzie, and Mona Mensmann. "Teaching personal initiative beats traditional training in boosting small business in West Africa." *Science* 357, no. 6357 (2017): 1287-1290.

<sup>10</sup> Par exemple, le projet MAGNET (I et II) entre 2012 et 2016 a été mis en œuvre en Irak afin de faciliter le placement des migrants de retour à travers l'organisation de programmes de formation professionnelle, la mise en place d'un portail d'emplois, et l'organisation de forums des métiers avec des employeurs privés et publics. Plus d'information sur <http://iomiraq.net/article/0/movement-and-assisted-migration>

### *Définir les secteurs porteurs en Afrique de l'Ouest en 2018*

La définition de 'secteurs porteurs' dans le contexte ouest-africain d'aujourd'hui s'appuie sur deux principes :

- Ce sont des secteurs d'avenir et dont la **maturité n'est pas encore atteinte, supposant des évolutions dans le futur**<sup>11</sup>. Ces secteurs peuvent être créateurs d'emplois, mais sont surtout associés à des qualifications nouvelles et à une diversification des compétences – davantage qu'au grand nombre d'emplois qu'ils génèrent à court terme. L'OIM doit donc trouver un équilibre entre les opportunités de réintégration économiques immédiates, et les opportunités du marché du travail en 2020-2025. Les 'secteurs de demain' ne correspondent pas forcément aux secteurs des nouvelles technologies : ils peuvent être les secteurs d'hier, mais sur un autre segment de la chaîne de valeur (transformation sur la chaîne de valeur agricole, ce qui implique des emplois comme packaging, marketing, etc.), soit des secteurs sous-développés (comme le tourisme, l'hôtellerie, ou toute activité avec un label de qualité).
- Il a un **impact social, sociétal et environnemental positif** sur les communautés, et/ou les externalités négatives sont atténuées et gérées grâce à des cadres légaux efficaces. Les industries extractives illustrent cette problématique : les augmentations des investissements dans le secteur minier africain ont eu un impact limité sur le développement économique et social des pays producteurs à cause de la captation de la rente par les industriels<sup>12</sup>. De plus, l'industrie minière soulève des préoccupations environnementales et sur le respect des droits de l'homme à cause de législations sur l'environnement et la protection des travailleurs peu appliquées en Afrique de l'Ouest.
- Enfin, il faut garder à l'esprit que, dans le cadre de cette étude, les secteurs porteurs doivent **se trouver dans les principales zones géographiques de retour**. Ainsi, même si le secteur minier est un secteur porteur au Sénégal, aucune des zones principales de retour ne se situe dans des bassins miniers.

### *Définir le rôle de la communauté dans la réintégration économique des migrants de retour*

Qu'est-ce qui marque le début et la fin d'une communauté ? Quelles sont les interactions économiques, les normes sociales ou les « habitudes » impliquées ? Les limites peuvent être marquées sur une carte géographique, en tant que zones administratives, en droit ou par des caractéristiques physiques spécifiques telles qu'une rivière ou une infrastructure ; certaines peuvent être ethniques, religieuses ou linguistiques. Cependant, toutes les frontières ne sont pas aussi tangibles : « *On peut plutôt penser qu'elles existent dans l'esprit des observateurs* » (Cohen, 1985). Pour les besoins de l'étude, nous considérons ici la dimension communautaire au sens de « lieu de vie », afin d'énumérer les structures de services disponibles et les initiatives locales existantes dans un territoire défini géographiquement. Cette utilisation du terme "communauté" présente des avantages opérationnels : chaque individu expérimente, à des degrés divers, le local et le global, le physique et le symbolique, l'administratif et le virtuel, dimensions en dialogue constant. Les limites d'une communauté sont fondées sur la définition du groupe de personnes qui :

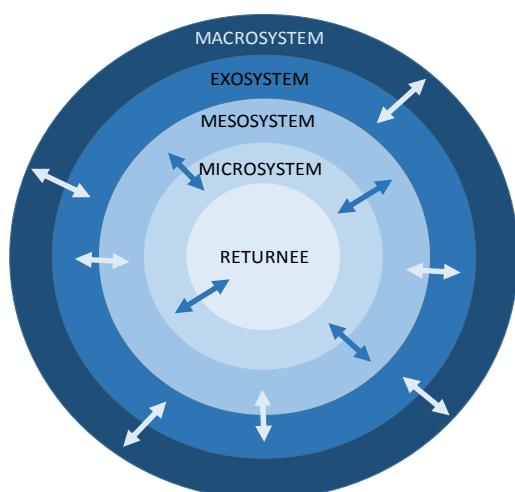
- Partagent le même territoire géographique (quartier, village) ;
- S'identifient en tant que groupe ;
- Partagent les mêmes services économiques, commerciaux et sociaux ;
- Partagent des valeurs, croyances et attitudes.

---

<sup>11</sup> Atelier Technique Régional de Rabat, 2017

<sup>12</sup> Maréchal, L. (2013). Le secteur minier est-il porteur de développement en Afrique?. Politique étrangère, (2), 85-98.

Graphique 3 Ecosystème communautaire (OIM, Projet MEASURE, 2017)



Nous utilisons un modèle « écosystème » pour identifier les acteurs dans les communautés de retour.

- Macrosystème : Attitudes et culture de la société
- Exosystème : Secteurs privé et public, prestataires de services
- Mésosystème : Société civile, organisations reposant sur la communauté, voisins
- Microsystème : Foyer, famille, amis, pairs
- Migrants de retour

Les communautés de retour étudiées se trouvent principalement dans des zones urbaines ou rurales – ce qui complexifie la conceptualisation des activités de réintégration économique, notamment dans les cas où le migrant de retour vit hors de sa communauté d'origine et choisit de s'installer dans un centre urbain afin d'accéder à davantage d'opportunités. Des différences de revenu importantes entre les zones urbaines et les zones rurales dans les pays de retour ont en effet des conséquences sur le choix de la zone de retour, et sur la migration secondaire vers des centres urbains suite au retour. Cela signifie qu'un projet agricole pourra bénéficier à des migrants de retour en zone rurale, mais pas à des migrants de retour en zone cosmopolite ou urbaine. Malgré les défis géographiques liés aux centres urbains, il s'agit de privilégier les niveaux individuel et communautaire afin de favoriser l'intégration durable des personnes de retour, et de celles qui sont poussées à partir à cause d'un manque d'opportunités locales identifiées.

En effet, les communautés jouent un rôle crucial dans la réintégration des migrants de retour :

- **La communauté peut jouer un rôle négatif dans le processus de réintégration** si le retour est considéré comme un échec ou si la décision de migrer en premier lieu est considérée comme un abandon, conduisant à un environnement plus hostile. De plus, l'aide à la réintégration reçue par les migrants de retour peut créer du ressentiment si elle est perçue comme une récompense pour les migrants de retour par opposition aux populations locales qui n'ont pas migré.
- **La communauté peut jouer un rôle positif dans le processus de réintégration** en offrant un soutien social et financier. Dans ce cadre, le processus de réintégration doit également bénéficier ou, du moins, ne pas nuire aux communautés à travers des projets à destination des migrants de retour et des jeunes de la communauté.<sup>13</sup>

*« Nous ne considérons pas (les migrants de retour) comme des étrangers et nous ne nous considérons pas comme une 'communauté d'accueil'. Comme moi, ils sont tous d'ici et même quand ils étaient dans d'autres pays – en Europe ou en Afrique – ils restaient toujours d'ici. Nous avons les mêmes racines, le même langage, les mêmes blagues, les mêmes espoirs. »*  
Ibrahima, Sénégal, Homme, 32

La perception des migrants de retour a donc un impact considérable sur la capacité des migrants de retour à être employés par des entreprises locales, ou à maintenir une petite entreprise dans le cadre d'un projet entrepreneurial.

<sup>13</sup> OIM (2017a) "Towards an integrated approach to reintegration in the context of return migration"

# 1. DEFIS LIÉS AUX ÉCONOMIES LOCALES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le tableau ci-dessous résume les forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées durant l'étude de terrain.

Tableau 6 Analyse "SWOT" des économies locales en Afrique de l'Ouest

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une population importante et jeune, en croissance continue</li> <li>• Une croissance économique soutenue et forte</li> <li>• Des inflations et déficits sous contrôle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inadéquation générale entre compétences et secteurs porteurs</li> <li>• Faiblesses en développement de compétences et formations</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'émergence de nouveaux secteurs ou le renouvellement de secteurs traditionnels de l'économie (thème développé dans la section 2 : « Secteurs économiques porteurs dans les pays d'origine »).</li> <li>• Multiplication des programmes de réduction du chômage et du sous-emploi des jeunes (développé dans la section 3. « Coordination avec les acteurs économiques ouest-africains : modalités d'engagement »)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Pour les migrants de retour qui souhaitent se lancer dans l'auto-emploi :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Bureaucratie complexe et cadres légaux manquant de lisibilité pour les usagers et potentiels entrepreneurs</li> <li>○ Absences de financements et systèmes de microcrédit non pérennes.</li> </ul> </li> <li>• <u>Pour les migrants de retour qui souhaitent accéder à un emploi formel :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prévalence de l'économie informelle et précarité</li> </ul> </li> </ul>

Cette section se concentre sur les défis (faiblesses et menaces) qui caractérisent les économies ouest-africaines qui peuvent entraver la réintégration des migrants de retour :

- Sur la base des enquêtes nationales, deux **faiblesses** principales qui ont un impact significatif sur la capacité des jeunes et des migrants de retour à s'insérer dans l'économie locale ressortent : la prévalence du secteur informel dans les économies d'Afrique de l'Ouest et son impact sur les aspirations à l'entrepreneuriat chez les jeunes, et l'inadéquation générale entre compétences et secteurs porteurs due notamment à des faiblesses en développement de compétences et formations
- Les **menaces** identifiées portent principalement sur l'accès au crédit, la bureaucratie et les cadres administratifs. Dans cette section, nous faisons une différenciation entre les migrants de retour qui souhaitent se lancer dans l'auto-emploi et les migrants de retour qui souhaitent accéder à un emploi. Cette distinction a un impact opérationnel sur l'information et les formations qui peuvent être dispensées par l'OIM Maroc, et est développée dans la section 4. « Recommandations ». Les démarches de formalisation bureaucratique et les informations clés à dispenser aux migrants de retour sont développées dans la section 3 « Coordination avec les acteurs économiques ouest-africains : modalités d'engagement ».

## Prévalence du secteur informel dans les économies d'Afrique de l'Ouest et mythes de l'entrepreneuriat

Les cinq pays de l'étude souffrent d'une trop faible capacité d'absorption de la main-d'œuvre ce qui génère le développement des activités informelles pour intégrer un grand nombre de jeunes peu ou pas qualifiés dans le marché du travail. La grande majorité de la main-d'œuvre interrogée travaille dans des activités informelles.

Tableau 7 Part du secteur informel dans le PIB de chaque pays

Pays	Part du secteur informel dans le PIB de chaque pays
Sénégal	92% dans le primaire, 45% dans le secondaire, 44% dans le tertiaire <sup>14</sup>
Mali	90% des Petites et Moyennes Entreprises (PME) sont informelles <sup>15</sup>
Guinée	Le secteur informel emploie 95% de la population <sup>16</sup>
Côte d'Ivoire	62.8 % de l'économie <sup>17</sup>
Cameroun	90% des actifs travaillent dans le secteur informel <sup>18</sup> .

En parallèle, le secteur formel crée peu d'emplois, car il est affaibli par un climat d'affaires qui souffre « *de problèmes douaniers, de l'absence de financements, des taxes élevées et du lourd fardeau de la comptabilité fiscale, d'une réglementation rigide résultant d'une administration médiocre, et du caractère inadéquat des infrastructures énergétiques et de transport* »<sup>19</sup>

Dans l'agriculture et la construction, l'informalité de l'économie va de pair avec une grande précarité de l'emploi pour les jeunes, comme illustré dans la citation ci-contre. La question du secteur informel est corrélée au sous-emploi, 'lorsque la durée

*“Sincèrement dit, au quartier ici, il n’y a pas de bons emplois. Quelqu’un va t’employer, un mois, deux mois puis il emploie quelqu’un d’autre parce qu’il n’est pas prêt à te payer comme il se doit.”*(Discussion de groupe, Korhogo, Côte d'Ivoire)

ou la productivité de l'emploi d'une personne sont inadéquates par rapport à un autre emploi possible que cette personne est disposée à occuper et capable de faire',<sup>20</sup> car « *les gens sont simplement trop pauvres pour ne pas travailler, même si cela implique d'accepter tout et n'importe quoi, un nombre d'heures très faible, une quasi-absence de salaire, et des conditions de travail précaires.* »<sup>21</sup>. Par exemple, selon Flahaux (2011), plus de 50% de la population active à Dakar est en situation de sous-emploi<sup>22</sup>; la Banque Mondiale (2012) estime que ce pourcentage est encore plus élevé en zones rurales<sup>23</sup>. La prévalence du secteur informel et du sous-emploi explique en partie la forte préférence déclarée des jeunes sondés pour l'auto-emploi, confirmée par les résultats de l'étude.

Tableau 8 Souhait d'avoir sa propre entreprise (tous sondés)

Pays	% des sondés qui souhaitent avoir leur propre entreprise
Sénégal	90%
Mali	83%
Guinée	82%
Côte d'Ivoire	80%
Cameroun	87%

<sup>14</sup>Banque Mondiale (2012). "The Informal Sector in Francophone Africa: Firm, Size, Productivity, and Institutions".

<sup>15</sup> Samuel Hall (2018) "Cartographie des zones de retour au Mali »

<sup>16</sup> 'Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et du Travail (2017) « Emplois dans les mines et l'agriculture : découvrir les opportunités »

<sup>17</sup> Selon une enquête de 2016 - Institut National de la Statistique - République de Côte d'Ivoire (2016) « Cote d'Ivoire - Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel 2016 »

<sup>18</sup> Samuel Hall (2018) "Cartographie des zones de retour au Cameroun »

<sup>19</sup> Banque Africaine de Développement (2018), "[Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2018](#) »,

<sup>20</sup> BIT (1998), « [La mesure du sous-emploi, Seizième Conférence internationale des statisticiens du travail](#) »,

<sup>21</sup> Entretien avec ILO, Genève, Mars 2017.

<sup>22</sup> Mezger, C., & Flahaux, M. L. (2011). Returning to Dakar: A mixed methods analysis of the role of migration experience for labour market status. In *Norface Conference on Migration: economic change, social challenges*

<sup>23</sup> Banque Mondiale (2012). *The Informal Sector in Francophone Africa: Firm, Size, Productivity, and Institutions Copyright*.

International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank.



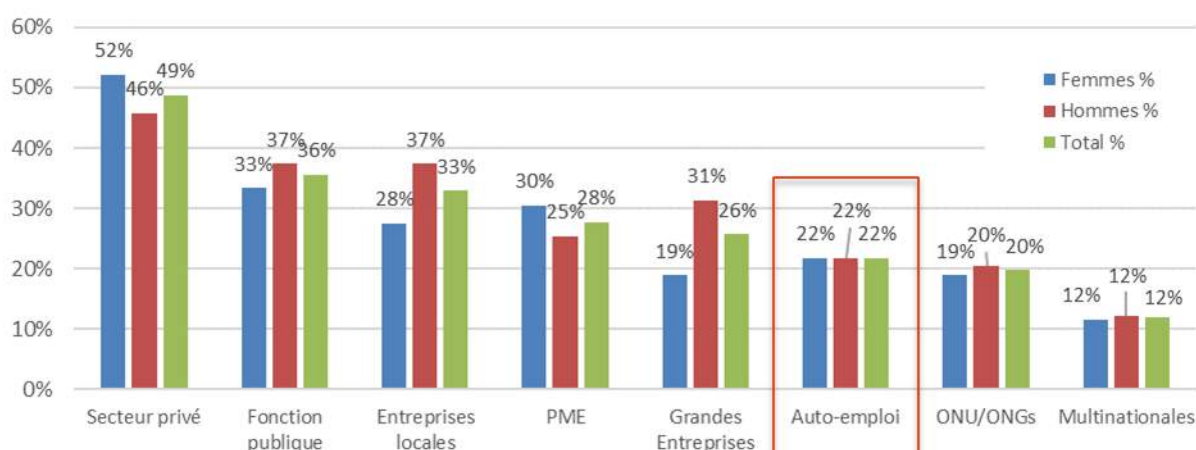
Toutefois, cette valorisation ou survalorisation de l'entrepreneuriat doit être nuancée, car au-delà de l'aspiration souvent constatée des jeunes pour une certaine prise de risque, les discussions de groupe révèlent que cet intérêt est autant ancré dans une volonté individualiste de ne dépendre de personne que dans un désintérêt pour les perspectives offertes par le marché du travail local, ou dans un manque de compréhension de ce même marché. Pour autant, à l'inverse du travail journalier, l'auto-entrepreneuriat requiert des compétences, un financement, un plan d'affaires et des contacts. **L'auto-emploi apparaît par conséquent comme un choix par défaut.**

En d'autres termes, pour une organisation comme l'OIM, la promotion de l'entrepreneuriat auprès d'un public souvent jeune, motivé, et prêt à prendre des risques, apparaît comme une piste essentielle – en particulier au regard des aspirations exprimées par les migrants ; mais la réalité de l'auto-entrepreneuriat ou du travail indépendant dans les communautés de l'étude doit être questionnée de manière critique pour aboutir à un impact véritable : quelles sont les capacités professionnelles effectives des candidats ? Quels sont leurs modèles d'entreprises et sont-ils en ligne avec une compréhension basique du marché local ? Quelle est la viabilité financière à 3-5 ans du projet ? Quelle est la capacité d'intégration sociale, économique, voire psychosociale du projet au sein de la communauté de retour ? Quels sont les impacts environnementaux et sociétaux, enfin, du projet ?

### L'auto-emploi, un choix par défaut pour la jeunesse sénégalaise ?

Au Sénégal, l'auto-emploi apparaît souvent comme un choix par défaut, si l'on en croit les réponses des jeunes sondés à la question de savoir auprès de quel type d'employeur ils souhaiteraient postuler : seuls 22% d'entre eux indiquent l'auto-emploi comme un choix préférentiel, alors que d'autres options apparaissent soit plus sûres (*secteur privé, fonction publique*), soit plus accessibles (*compagnies locales, PME*), soit difficilement accessibles (*grandes compagnies, Nations Unies/ONGs, compagnies internationales*). Dans cette logique, l'auto-emploi ou le travail indépendant – qui est la règle dans l'ensemble des communautés de l'étude, en particulier dans le secteur informel – apparaît comme un choix par défaut.

Graphique 4 Employeur potentiel par sexe - plusieurs options



Un des résultats principaux de l'enquête de terrain est **l'inadéquation générale entre les compétences souhaitées des jeunes dans les communautés de l'étude, et les secteurs porteurs nationaux et régionaux**. En effet, l'analyse des différences entre le bilan subjectif des compétences professionnelles et le type de compétences souhaitées par les personnes interrogées au cours de l'étude fait apparaître des disparités importantes. Par exemple, **en Guinée**, dans les secteurs de la construction, de l'industrie et des services, une entreprise sur cinq déclare ne pas pouvoir trouver le type de compétences dont elle a besoin, ce qui entraîne une forte proportion de postes vacants. La Banque Mondiale considère que si l'écart entre l'offre et la demande de compétences perdure, les employeurs des secteurs émergents (mines, construction, hôtellerie, banque et finances) privilégieront les travailleurs étrangers plus qualifiés sur la main-d'œuvre locale<sup>24</sup>.

*« Vous savez la plupart des jeunes n'aiment pas le travail manuel, mais ici aujourd'hui pour bien vivre il faut faire l'agriculture. Si vous allez dans les différents garages ou ateliers de soudure, vous verrez beaucoup d'enfants qui font l'apprentissage. Mais c'est dans le secteur agricole et de l'élevage que la main-d'œuvre est requise ».*

Entretien, Commune Rurale de Timbi-Madina,  
Guinée

Cette inadéquation entre compétences souhaitées et économie réelle est empirée par une **inadéquation entre l'offre du système éducatif et les opportunités socioéconomiques**. Par exemple, **au Mali**, selon une étude faite en 2014, un peu plus de la moitié des diplômés du secondaire, et des diplômés du supérieur travaillent dans le secteur informel.<sup>25</sup>

### Les conséquences de l'inadéquation de la main-d'œuvre au Mali

La main-d'œuvre malienne manque de qualifications (une observation confirmée au sein de notre échantillon avec 22% des sondés n'ayant 'aucune compétence' et seulement 2% ayant des compétences dans l'agriculture ou l'élevage) et ne répond pas aux besoins du marché du travail formel émergeant dans le pays. Cela nuit à la diversification de l'économie et à l'efficacité du processus productif dans de nombreux domaines :

- Dans le secteur agricole, une main-d'œuvre qualifiée favorise l'utilisation de techniques innovantes pour irriguer les terres, développer et multiplier les semences. Des formations dans l'entrepreneuriat et le business permettent également de diversifier le secteur agricole en renforçant la chaîne de valeur et les techniques dans la transformation, conservation et vente des produits agricoles.
- Dans des secteurs émergents (l'extraction de minerais, l'énergie, l'eau ou le développement des infrastructures), le manque de compétences spécialisées pousse les entreprises à recruter des jeunes de l'étranger et les Maliens qualifiés à chercher un emploi dans la sous-région où leurs compétences sont plus reconnues.<sup>26</sup>

<sup>24</sup> World Bank, (2016) "Skills in Guinea, Supply and demand"

<sup>25</sup> La Banque Africaine de Développement (2018) « Perspectives économiques au Mali »

<sup>26</sup> La Banque Africaine de Développement (2018)

Cette inadéquation s'explique par deux facteurs :

- **Défis de la formation supérieure et/ou technique :** Il existe peu de dispositifs performants de formation et de développement des compétences dans les cinq pays de l'étude. De même, l'évaluation rapide des dispositifs de réintégration des migrants confirme les jugements des parties prenantes (bailleurs internationaux, organisations non gouvernementales, organisations communautaires, acteurs gouvernementaux, etc.) : les rares initiatives prometteuses recensées par l'équipe de recherche n'ont qu'un impact limité et ne sont pas à la mesure du défi actuel.

*'Les dispositifs et schémas d'emploi mis en œuvre par les bailleurs et les gouvernements ne sont pas encore à la mesure des défis de l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui. Défi démographique ou générationnel, avec une population de plus en plus jeune ; défi économique, avec une région qui ne tire pas les dividendes de ses capacités agricoles ou géologiques et ne capte que faiblement la marge dans les chaînes de valeur. Défi social et culturel, avec une remise en cause des schémas anciens et une jeunesse moins encline à reproduire les modèles traditionnels, quel que soit le niveau d'étude ou l'origine sociale.'*

Entretien, PNUD, Sénégal

- **Faiblesses et déficiences du système scolaire :** Les données collectées mettent aussi en relief des taux d'abandon de scolarité très élevé qui sont principalement dus à une absence de fonds pour financer la poursuite d'études d'une part, et la nécessité de travailler et de gagner de l'argent d'autre part. Pour les jeunes, qui ne peuvent souvent pas se permettre de ne pas travailler et de ne pas rapporter un revenu au ménage, l'arbitrage entre poursuite du cursus scolaire et travail peu qualifié, mais immédiatement rémunérateur, entre formation qualifiante payante et absence de tout complément éducatif ou professionnel, se résout souvent en une analyse coût/bénéfice sur le court-terme.

Pourtant, les jeunes interrogés font preuve d'une **volonté de développement des compétences** comme illustré dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 Intérêt pour la formation et l'apprentissage

Pays	Intérêt pour la formation (tous sondés)
Sénégal	93% des personnes interrogées déclarent être intéressées par la formation ou l'apprentissage
Mali	87%
Guinée	95%
Côte d'Ivoire	96%
Cameroun	96%

L'accent mis sur l'apprentissage et les formations professionnalisantes ou techniques montre par ailleurs que les sondés privilégient les contenus spécifiques, concrets, sur le lieu de travail, aux enseignements plus théoriques.

## Faiblesse des structures nationales d'accès à l'emploi et bureaucratie

Mettre en place une PME formelle dans les pays de l'étude n'est généralement pas considéré comme désirable à cause des moyens financiers limités fournis aux migrants de retour par l'OIM, et également à cause d'une bureaucratie complexe, de cadres légaux manquant de lisibilité pour les usagers et potentiels entrepreneurs, et d'absence des « *stimulants* » valables pour convaincre les entrepreneurs à formaliser leurs micro-entreprises.

Tableau 10 Formaliser une entreprise en Afrique de l'Ouest<sup>27</sup>

Pays	Classement « Doing business » (2018) <sup>28</sup>	Coût de mise en place d'une entreprise formelle	Impôts	Entité gouvernementale
<b>Sénégal</b> <sup>29</sup>	140/190	Constitution d'un Groupe d'Intérêt Economique (GIE) : 98 000 FCFA (150 euros) Constitution d'une Entreprise Individuelle : 50 000 FCFA (76 euros)	Le GIE n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés  L'Entreprise Individuelle n'est pas soumise à l'impôt sur les sociétés	Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX)
<b>Mali</b> <sup>30</sup>	143/190	GIE : 47 300 FCFA (72 euros) Commerçant individuel : 8 900 FCFA (15 euros)	Le GIE n'est pas soumis à l'impôt sur les sociétés Régime de l'impôt synthétique pour les entreprises et aux micro-entrepreneurs qui réalisent un chiffre d'affaires annuel d'au plus 30 millions FCFA hors taxes.	Guichet unique de l'Agence pour la Promotion des Investissements (API) Mali
<b>Guinée</b> <sup>31</sup>	153/190	GIE : 450 000 GNF (44 euros) Entreprise individuelle : 212 500 GNF (21 euros)	35% du bénéfice imposable  30% du bénéfice imposable	Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP-GUINEE)
<b>Cameroun</b> <sup>32</sup>	163/190	Commerçant : 41 500 XAF (63 euros) / Société : 51 500 XAF (79 euros)	Pour un chiffre d'affaires annuel inférieur à 15 millions de francs CFA, l'impôt libératoire va de 0 franc à 100 000 francs	Centre de Formalités de Création d'Entreprises
<b>Côte d'Ivoire</b> <sup>33</sup>	139/190	GIE : 271 200 FCFA Commerçant Individuel : 32 000 FCFA	Non indiqué 20% du bénéfice imposable	Guichet Unique du Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI)

<sup>27</sup> Davantage de types d'entreprises existent dans les pays de l'étude. Les statuts présentés dans ce tableau correspondent aux types d'activités généralement mises en place par les migrants de retour avec le soutien de l'OIM : que ce soit des micro-entreprises individuelles, ou des projets collectifs avec des groupes migrants de retour (qui incluent parfois des jeunes de la communauté).

<sup>28</sup> Voir [www.doingbusiness.org/rankings](http://www.doingbusiness.org/rankings)

<sup>29</sup> Voir [http://creationentreprise.sn/sites/default/files/u118/guide\\_du\\_createur\\_dentreprise\\_version\\_du\\_11-07-14.pdf](http://creationentreprise.sn/sites/default/files/u118/guide_du_createur_dentreprise_version_du_11-07-14.pdf)

<sup>30</sup> Voir <https://mali.eregulations.org/>

<sup>31</sup> Voir <http://apip.gov.gn/page.php?id=14>

<sup>32</sup> Voir <https://mybusiness.cm/>

<sup>33</sup> Voir [http://cepici.gouv.ci/?tmp=single\\_actu&p=le-guichet-unique&artcl=143](http://cepici.gouv.ci/?tmp=single_actu&p=le-guichet-unique&artcl=143) et <https://cotedivoire.eregulations.org/procedure/107/109?l=fr>

Les limites liées à ces statuts de micro-entrepreneurs sont évidentes :

- D'abord, on note une faible crédibilité auprès des banques, ce qui limite la capacité d'emprunt et donc de durabilité ou d'expansion.
- Les GIE sont créés pour une durée déterminée afin d'appuyer l'activité économique de ses membres et ne constituent donc pas une option durable.

#### **La préférence pour l'entrepreneuriat : rôle de l'information fournie par l'OIM**

Comme développé dans la sous-section précédente, on note une forte préférence pour l'auto-entrepreneuriat chez les jeunes des pays de l'étude – une préférence qui découle d'un manque d'options dans l'embauche et d'un désir d'émancipation de la jeunesse.

Il est donc nécessaire que l'OIM Maroc présente clairement les risques associés à la mise en place d'une activité entrepreneuriale, notamment :

- Dans le cas d'une activité formelle : le paiement potentiel des impôts, et les démarches administratives complexes, particulièrement hors des centres urbains où les guichets uniques ne sont pas en place.
- Dans le cas d'une activité informelle : la précarité et l'absence de protection juridique en cas d'échec de l'entreprise
- Dans tous les cas : une transition probablement difficile entre le lancement de l'activité et le début de la réception des bénéficiaires, et le manque de financements ou la présence de systèmes de microcrédit non pérennes.

L'OIM doit donc proposer des alternatives à l'auto-emploi dans ses programmes de réintégration en présentant les options et modalités d'insertion dans les marchés locaux et les secteurs porteurs.

Il est à noter que les structures nationales dédiées à l'emploi des jeunes souffrent de faiblesses structurelles, notamment d'un grand manque de moyens et d'infrastructures – particulièrement hors des villes capitales. Une illustration de ces limites est le manque d'offres postées en ligne : par exemple, on note seulement sept offres au Sénégal au 19 septembre 2018. Ces limites doivent être clairement précisées aux migrants en attente du retour afin de gérer les attentes.

**L'annexe 1** présente les démarches formelles pour se lancer dans l'auto-emploi dans les pays de l'étude.

**L'annexe 2** présente les structures nationales dédiées à l'emploi des jeunes dans les pays de l'étude – une information cruciale à communiquer aux candidats au retour.

Tableau 11 Capacité des jeunes interrogés à emprunter de l'argent

L'accès au crédit est une problématique cruciale pour la durabilité des projets de réintégration, et l'autonomisation des migrants de retour au-delà de l'OIM. Comme illustré dans le tableau ci-dessous, les jeunes ont un accès relativement élevé au crédit informel – par exemple, auprès de la famille, des amis, ou des tontines.<sup>34</sup>

Pays	% des sondés déclarent pouvoir emprunter de l'argent si besoin
Sénégal	47%
Mali	55%
Guinée	41%
Côte d'Ivoire	48%
Cameroun	63%

En revanche, l'accès au crédit formel de moyenne ou grande ampleur, et au microcrédit présente des défis importants :

- **Accès au crédit formel** : selon la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), les petites et moyennes entreprises ont des difficultés d'accès aux crédits à moyen et long terme, ce qui limite leurs contributions à l'économie et à la création d'emplois. Les causes principales identifiées sont « *la faible qualité de l'information financière et comptable produite par ces entreprises, des insuffisances dans leur gestion et leur gouvernance, le taux de défaut élevé des crédits accordés aux PME, l'insuffisance ou la faiblesse des mécanismes de partage des risques, [et] des insuffisances de l'environnement juridique et judiciaire* »<sup>35</sup>. Face à ce défi, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté un plan d'action pour la mise en place d'un dispositif de soutien au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) par les établissements de crédit dont le mandat a été confié à la BCEAO. Ce dispositif a été lancé en été 2018 dans les différents pays de la région<sup>36</sup> – sa probité reste donc à évaluer.
- **Accès au microcrédit** : certaines sources suggèrent que le microcrédit, dû à sa portée limitée, est généralement utilisé à des fins de consommation et mène à des cycles d'endettement<sup>37</sup>.

Les difficultés d'accès au crédit formel posent également la question d'accumulation de la dette – souvent déjà accumulée pour les migrants de retour dans le cadre du processus migratoire – comme illustré dans le tableau ci-dessous. Cela suggère que tout programme de réintégration doit inclure des solutions/activités de réduction de la dette afin que les fonds alloués soient utilisés seulement à des fins productives et non aux coûts de la vie quotidienne ou au remboursement des dettes.

Tableau 12 Niveaux de dettes chez les sondés en Afrique de l'Ouest

Pays	Total de ceux qui ont affirmé 'Mes dettes actuelles dépassent mes revenus mensuels'	Migrants de retour	Jeunes de la communauté
Sénégal	27%	38%	25%
Mali	25%	30%	24%
Guinée	17%	29%	12%
Cameroun	31%	43%	28%
Côte d'Ivoire	16%	24%	15%

<sup>34</sup> Les tontines sont des « pratiques d'épargne rotative [...] une association ou un réseau, formé autour d'un noyau de participants qui mettent régulièrement en commun des biens pour en redistribuer la somme à tour de rôle à chacun des membres du groupe ou du réseau » - que l'on trouve communément au niveau communautaire en Afrique de l'Ouest. Voir Jacques Bottin, Claire Lemerrier et Claire Zalc, Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine (n.d.), "[Tontines, réseaux et notion de crédit en Afrique de l'Ouest contemporaine](#)",

<sup>35</sup> Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (2016), [Rapport Sur Les Conditions De Banque Dans L'UEMOA](#) En 2016,

<sup>36</sup> Plus d'information à: <https://www.bceao.int/fr/communiqué-presse/avis-au-public-sur-le-lancement-du-dispositif-de-soutien-au-financement-des>

<sup>37</sup> Bateman, M. (2011) "[Microfinance as a development and poverty reduction policy: is it everything it's cracked up to be?](#)", Overseas Development Institute,

## 2. SECTEURS ECONOMIQUES PORTEURS DANS LES PAYS D'ORIGINE

Sur la base des résultats d'enquête sur les profils migrants effectuée au Maroc auprès des migrants assistés avant le retour en Afrique de l'Ouest, l'OIM Maroc a décidé de se concentrer sur les « formations métiers dans les domaines de la couture, coiffure/esthétique, mécanique, agriculture, et BTP »<sup>38</sup>. L'OIM souhaite à cette fin investir dans des sessions d'orientation professionnelle courtes (de deux à trois semaines) au Maroc, pour permettre aux migrants de retour de rentrer rapidement dans leur pays d'origine – un souhait généralement exprimé par les migrants interrogés au Maroc. Le tableau 13 présente les secteurs clés par communauté et justifie le choix des cinq secteurs porteurs suivants, sur la base des informations collectées dans les pays d'origine.

### Analyse des 5 secteurs porteurs identifiés par l'OIM dans les pays de retour

Conformément à l'analyse de l'OIM, les secteurs économiques suivants sont étudiés :

1. Secteur agricole et élevage,
2. Bâtiment et travaux publics (BTP)
3. Hôtellerie et tourisme
4. Mécanique
5. Couture,

Dans cette analyse sont présentée (i) les risques et opportunités du secteur, et (ii) les standards principaux à présenter aux migrants de retour dans le cadre de la valorisation « ambassadeurs » (voir section 4. « Recommandations »).

Tableau 13 Secteurs clés par communauté

Pays	Communauté	Type	Agriculture et élevage	BTP	Hôtellerie et tourisme	Mécanique	Coiffure Couture
GUINEE	Dabankou, Kolaboui	Rural	X	X		X	X
	Saraboido	Rural	X			X	X
	Senko	Rural	X			X	X
	Timbo	Rural	X			X	X
	TimbiMadina	Rural	X			X	X
SENEGAL	Goudiry	Rural	X	X		X	X
	Kolda	Urbain	X	X	X	X	X
	Pikine	Urbain		X		X	X
	Tambacounda	Urbain	X	X	X	X	X
	Vélingara	Rural	X	X		X	X
MALI	Commune IV, Bamako	Urbain		X	X	X	X
	Kirané, Yelimane	Rural	X			X	X
	Sikasso	Urbain	X	X		X	X
	Kita	Urbain	X	X		X	X
	Kayes	Urbain	X			X	X
	Kati	Urbain	X			X	X
	Bafoulabé	Rural	X		X	X	X
CAMEROUN	Edea	Urbain	X		X	X	X

<sup>38</sup> Eguiluz and Pinel (2018) "Cartographie des acteurs de formation en soft skills, entrepreneuriat et en métiers, à Casablanca, Oujda et Rabat", mars 2018

	Kumbo	Rural	X				
	New-Bell	Urbain		X	X	X	X
	Nkongmondo	Urbain		X		X	X
	La Briqueterie	Urbain		X		X	X
IVORY COAST	Daloa	Urbain	X	X	X	X	X
	Korhogo	Urbain	X	X	X	X	X
	Abobo	Urbain		X		X	X
	Yopougon	Urbain		X	X	X	X
	Adjouffou / Port-Bouet	Urbain		X		X	X
	Bouaké	Urbain	X	X	X	X	X

### Une note sur genre et compétences – exemple de la Côte d’Ivoire

Les compétences souhaitées et acquises dans notre échantillon sont particulièrement liées au sexe. Par exemple, en **Côte d’Ivoire**, les femmes sont plus susceptibles de déclarer des compétences en coiffure, alors que les hommes sont plus susceptibles de déclarer des compétences en électricité, télécommunications et réparation de voitures. Plus inquiétant encore, 30% des femmes disent ne pas avoir de compétences.

Le genre du migrant de retour doit donc être pris en compte dans l’évaluation initiale. Il faut néanmoins s’assurer que les offres soient également présentées aux femmes, en évitant de les enfermer dans des rôles traditionnels.

À noter, nous ne présentons les données désagrégées par sexe que quand il y a une variation entre les hommes et les femmes qui nous permet d’effectuer des conclusions analytiquement solides par sexe.

## SECTEUR 1 : SECTEUR AGRICOLE

### *Risques et opportunités du secteur agricole*

#### *Risques du secteur agricole et élevage : un désintérêt croissant des jeunes*

**Un des résultats principaux de l’étude qualitative et quantitative est le désintérêt considérable des jeunes** pour la filière agricole et leur préférence pour les filières dites ‘commerciales’ ou ‘business’. D’après les discussions de groupe, l’agriculture est majoritairement perçue comme une activité de subsistance, jugée peu rémunératrice et archaïque. Le tableau suivant confirme ce résultat et présente le pourcentage de jeunes sondés souhaitant acquérir des compétences dans le domaine agricole.

Tableau 14 Proportion des jeunes sondés souhaitant acquérir des compétences dans les domaines de l’agriculture

Pays	% des jeunes sondés souhaitant acquérir des compétences dans les domaines de l’agriculture
Sénégal	6%
Cameroun	5%
Côte d’Ivoire	1%
Guinée	7%
Mali	2%



Fournir une orientation professionnelle courte vers un domaine peu plébiscité par les jeunes constitue un risque pour l'OIM au niveau financier et opérationnel. Ce risque est illustré par les difficultés auxquelles ont fait face les bureaux de l'OIM au Niger et au Sénégal en mettant en place des projets communautaires d'une vingtaine de personnes dans le secteur

*“L'OIM et La Lumière ont lancé un jardin collectif pour les migrants de retour et la jeunesse locale. Beaucoup d'entre nous n'ont pas de compétences en agriculture – et nous ne sommes pas intéressés. Je veux faire du business. Je me suis inscrit pour rester actif, mais ça fait quatre mois que je n'y suis pas allé.” (Etude de cas à Tambacounda, Sénégal)*

agricole (maraichage) et l'élevage (embouche) dans les régions de Tambacounda et Kolda sous le projet *Migrant Resource and Response Mechanism* (MRRM) de l'OIM Niger. Une inadéquation entre les aspirations des migrants de retour (généralement dans le business) et le type de projet proposé (agriculture traditionnelle) a mené à un abandon du projet par la plupart des jeunes participants.

### *Opportunités du secteur agricole : une approche « chaîne de valeurs » et un large éventail de métiers*

L'agriculture reste un secteur porteur dans une grande partie des communautés de l'étude, qu'elles soient périurbaines ou rurales. Cela souligne le **besoin de développer des filières dans l'agribusiness qui nécessitent un éventail de compétences** – notamment entrepreneuriales et managériales, et de revaloriser les filières agricoles en améliorant la perception et les débouchés – en termes d'emploi et de spécialisation – liés au secteur. Le **développement de chaînes de valeur** (notamment dans le 'business' pour lesquels les jeunes exprimant une préférence) permet cependant d'augmenter l'éventail de métiers et d'être aligné avec leurs aspirations tout en revalorisant le secteur.

### *Standards écologiques et labels de qualité*

Les standards écologiques et les labels de qualité sont à partager avec les migrants dans le cadre de leurs formations afin de leur permettre d'acquérir une valeur ajoutée avant le retour. Dans ce cadre, l'OIM peut s'inspirer des standards 'Fairtrade' (ou Fairtrade Max Havelaar), un label international cogéré par les représentants des producteurs, par des associations de commerce équitable, par des ONG et par des acteurs économiques<sup>39</sup>. Le commerce équitable garantit aux producteurs, regroupés au sein de coopératives gérées démocratiquement, des conditions commerciales plus justes et leur offre ainsi les moyens de combattre la pauvreté par eux-mêmes, de renforcer leur capacité de négocier et de prendre en main leur propre avenir. Les standards Fairtrade encouragent le développement social, économique et environnemental des producteurs et de leurs organisations<sup>40</sup>. Par ailleurs, à moyen terme, le développement des segments intermédiaires de la chaîne de valeur (transformation, conservation) est souvent mis en œuvre par les commerçants et coopératives sous label Fairtrade afin de capter une part supplémentaire de la marge, ce qui peut générer de nouvelles compétences et enclencher un cycle économique vertueux. Pour l'OIM, ces labels sont aussi une double garantie : 1) la certification d'un travail décent (sans travail des enfants, ce qui est souvent le cas dans les chaînes de valeur cacao ou café) ; 2) une répartition des revenus plus équitables ; 3) l'absence d'externalités négatives (image, réputation).

<sup>39</sup> Pour le guide des labels Fairtrade, voir [https://docs.wixstatic.com/ugd/0a2b60\\_7d1f5794ecf74980b73be8332284245b.pdf](https://docs.wixstatic.com/ugd/0a2b60_7d1f5794ecf74980b73be8332284245b.pdf)

<sup>40</sup> Ce tableau résume les standards présentés sur le site de Max Havelaar: <https://www.maxhavelaar.ch/fr/quest-ce-que-fairtrade/les-standards-fairtrade.html>

Tableau 15 Standards 'Fairtrade'

Renforcement chez les petits producteurs et productrices ainsi que chez les travailleurs et travailleuses	Protection de l'environnement : focalisation sur l'être humain	Exigences posées aux négociants et producteurs
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation en communautés démocratiques (au sein de coopératives)</li> <li>• Encouragement de l'organisation syndicale (sur les plantations)</li> <li>• Conditions de travail réglementées</li> <li>• Travail des enfants interdit</li> <li>• Discrimination interdite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encouragement de la culture biologique par le biais de recettes supplémentaires issues du bio</li> <li>• Culture préservant l'environnement</li> <li>• Protection des ressources naturelles</li> <li>• Interdiction d'utiliser des pesticides dangereux</li> <li>• Pas de semences génétiquement modifiées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Paiement du prix minimum Fairtrade et de la prime Fairtrade</li> <li>• Réglementation du flux des marchandises et de l'argent</li> <li>• Relations commerciales transparentes</li> <li>• Préfinancement</li> <li>• Utilisation du label Fairtrade</li> </ul>

#### Exemple de coopératives 'Fairtrade' dans le domaine du cacao en Côte d'Ivoire

« Certifiée Fairtrade/Max Havelaar depuis 2015, la coopérative CAMAYE réunit 1815 producteurs. Grâce au prix minimum garanti qu'ils perçoivent dans le cadre du commerce équitable, les producteurs ont bénéficié en 2017 d'un prix d'achat supérieur de 16% au cacao conventionnel [suite à la diminution d'un tiers du prix d'achat du cacao, fixé chaque année par l'Etat] ».

Le projet CAMAYE VERT soutient « 20 producteurs dans l'expérimentation d'associations culturelles entre les cacaoyers, des productions vivrières (piment, courges, igname, banane), des arbres fruitiers (orangers, avocats) et des arbres d'ombrage. Le principe est d'associer des cultures pour favoriser la biodiversité. Ces techniques doivent permettre une augmentation de la fertilité du sol et de la production de cacao, et ainsi d'accroître la résilience des producteurs face au changement climatique et d'augmenter leurs revenus.

Ces projets sont en grande partie financés par le Programme Equité, auquel participe Max Havelaar France aux côtés de Commerce Equitable France, Fairtrade Africa et AVSF (Agronomes et Vétérinaires sans Frontières). Le programme Equité finance 19 coopératives en Afrique de l'Ouest ». <sup>41</sup>

L'OIM peut se mettre en contact avec le Fairtrade Africa - West African Network (FTA-WAN), qui est un réseau régional de Fairtrade, recouvrant la région Afrique de l'Ouest.

La liste complète des coopératives certifiées Fairtrade / Max Havelaar peut être trouvée sur leur [site internet](#).

<sup>41</sup> Extrait de <https://www.maxhavelaarfrance.org/actualites/actualites/a-la-une/581-a-la-rencontre-des-producteurs-de-cacao-en-cote-d-ivoire.html>

## SECTEUR 2 : BTP

### Risques et opportunités du secteur BTP

Selon Deloitte, le développement des infrastructures est un secteur clé de l'économie ouest-africaine : en 2017, 79 projets d'envergure d'une valeur de 98,3 milliards USD étaient engagés dans les domaines du transport, de l'énergie, de l'immobilier et portuaires.<sup>42</sup> En même temps, la région souffre de l'absence de main d'œuvre de qualité dans le secteur du BTP, car l'accès à la formation professionnelle de qualité est limité, notamment pour les jeunes déscolarisés prématurément<sup>43</sup>.

Le secteur BTP est stratégique – car les migrants de retour ayant travaillé dans le secteur en Afrique du Nord sont considérés comme ayant une forte valeur ajoutée grâce à leurs connaissances des nouvelles techniques de construction et des standards de base.

« Je pense que les migrants de retour sont prêts à travailler dur, donc je suis très intéressé par les profils AVRR – je suis sûr que beaucoup ont travaillé dans les BTPs. Donc si l'OIM en identifie dans les entretiens, ils peuvent nous les envoyer. » (BIT, Nouakchott, Mauritanie)

En revanche, les compétences de maçonnerie et construction ne sont pas plébiscitées par les jeunes sondés – en effet, les métiers manuels ne sont pas valorisés.

Tableau 16 La compétence 'construction / maçonnerie' chez les sondés

Pays	% des jeunes sondés qui ont des compétences dans les domaines de la construction (maçonnerie)	% des jeunes sondés qui souhaitent acquérir des compétences dans les domaines de la construction
Sénégal	4%	3%
Cameroun	5%	5%
Côte d'Ivoire	3%	>2%
Guinée	4%	2%
Mali	4%	3%

### Fonds Fiduciaire et BTPs

Si aucun projet de BTPs n'est à noter dans les pays de l'étude, en Mauritanie, le FF-UE se concentre sur les opportunités pour les jeunes dans les domaines de la construction.

Le projet PECOBAT, mené par le BIT, propose une formation pratique « qui se réalisera sur des chantiers réels où les stagiaires expérimenteront ainsi la méthodologie "apprendre en faisant". Le projet permettra à 390 bénéficiaires directs de participer à la construction de 5 écoles primaires dans un système de formation duale combinant la théorie et la pratique »<sup>44</sup> - le projet permet donc de contribuer aux défis sociaux et éducatifs auxquels le pays fait face.

<sup>42</sup> Deloitte (2017), « Africa Construction Trends Report 2017 », <https://www2.deloitte.com/za/en/pages/energy-and-resources/articles/africa-construction-trends-report-2017.html>

<sup>43</sup> Fiche d'Action EUTF, voir [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/eutf/files/t05-eutf-sah-mr-01\\_7.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/eutf/files/t05-eutf-sah-mr-01_7.pdf)

<sup>44</sup>Ibid

### Standards écologiques et durabilité

Selon l'Association ENERGIES 2050, le marché du bâtiment durable fait face à deux contraintes en Afrique de l'Ouest :

- L'accès à l'énergie durable est un défi clé dans les pays d'Afrique de l'Ouest, notamment dans le contexte d'accroissement de la population. Il est donc suggéré de mettre en place « des politiques visant à la fois à réduire les besoins (efficacité énergétique), mais également à permettre le développement de sources d'énergies moins polluantes. »<sup>45</sup>
- Les standards de la construction sont inadaptés et « inspirés de normes conçues pour des pays développés qui sont soumis à d'autres environnements climatiques »<sup>46</sup>

#### Qu'est-ce que le bâtiment durable ?

Le bâtiment durable a pour « objectif un haut niveau de performance en matière d'impact environnemental et sociétal des bâtiments concernés. Elle vise notamment à préserver les ressources (matières premières, énergie, eau), à lutter contre le réchauffement climatique (émission de gaz à effet de serre), à limiter les déchets et autres pollutions, ainsi qu'à privilégier le confort et la santé des occupants par l'usage de matériaux de haute qualité sanitaire et environnementale, tant pour la construction proprement dite que pour l'isolation (thermique et acoustique) »<sup>47</sup>.

Dans le cadre ouest-africain, il est souhaitable de promouvoir l'utilisation de matériaux et de techniques adaptés aux conditions locales et valorisant le secteur informel.

## SECTEUR 3. TOURISME

### Risques et opportunités du secteur touristique

Le tourisme est généralement reconnu comme un moteur du développement en Afrique. Pourtant, l'Afrique de l'Ouest a pris du retard au niveau du développement des activités touristiques – la région est considérée comme peu attractive pour le tourisme international. En 2012, l'Afrique de l'Ouest a accueilli 4,532,000 de visiteurs – 7% des visites en Afrique. Dans les pays de l'étude, seul le Sénégal a dépassé la barre d'un million de touristes<sup>48</sup>.

Cela s'explique notamment par le manque de soutenabilité des modèles touristiques actuels – avec un déficit du trafic aérien, un manque d'hôtels et d'employés formés, et surtout des standards d'hygiène et de qualité qui ne sont pas au niveau attendu par les clients internationaux.<sup>49</sup> Enfin, les questions de sécurité demeurent un risque à la réputation de la région.

Pourtant, la région pourrait s'appuyer sur deux marchés principaux : le tourisme venu des pays du Nord (dont l'Europe), et le tourisme Sud-Sud au sein de l'Afrique de l'Ouest, un marché en développement avec l'émergence des classes moyennes supérieures.<sup>50</sup>

### Standards écologiques et labels de qualité

Un certain nombre de modèles, tels que le séjour chez l'habitant, le tourisme culturel, l'écotourisme ("une forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et

<sup>45</sup>Association ENERGIES 2050 : Stéphane POUFFARY, Guillaume DELABOULAYE, Philippine WATERKEYN (2015), « Le bâtiment durable en Afrique : enjeux, défis et réalités », <https://www.mediaterre.org/habitat/actu,20150525155743,11.html>

<sup>46</sup>Ibid

<sup>47</sup>Plateforme de l'engagement RSE et développement durable, <https://e-rse.net/definitions/construction-durable-definition-benefices-labels/#gs.7zzDeZg>

<sup>48</sup>AfBD, "Tourism in West Africa: an economic, social and cultural opportunity", 2015, <https://www.afdb.org/en/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/tourism-in-west-africa-an-economic-social-and-cultural-opportunity-14479/>

<sup>49</sup>AfBD « African Tourism Monitor », 2016, [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Africa\\_Tourism\\_Monitor\\_2016.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Africa_Tourism_Monitor_2016.pdf)

<sup>50</sup>Ibid

au bien-être des populations locales »<sup>51</sup>) et le tourisme « aventure et découverte » peuvent être développés et promus sur le marché international et ont des retombées sur l'économie locale et la création d'emplois – et peuvent être utilisés pour lutter contre la pauvreté dans les zones rurales.<sup>52</sup>

**Le ICRT – West Africa (International Center for Responsible Tourism), basé en Gambie, promeut le tourisme responsable sous les conditions suivantes :**

- « minimise les impacts économiques, environnementaux et sociaux négatifs ;
- génère des avantages économiques plus importants pour les populations locales et améliore le bien-être des communautés d'accueil, améliore les conditions de travail et l'accès à l'industrie ;
- implique les populations locales dans les décisions qui affectent leur vie et leurs chances de vie ;
- apporte une contribution positive à la conservation du patrimoine naturel et culturel, au maintien de la diversité mondiale ;
- fournit des expériences plus agréables aux touristes grâce à des liens plus significatifs avec les populations locales et à une meilleure compréhension des questions culturelles, sociales et environnementales locales ;
- est sensible à la culture, engendre le respect entre les touristes et les hôtes et renforce la confiance et la fierté locales <sup>53</sup>».

## SECTEUR 4. MECANIQUE

### *Risques et opportunités du secteur mécanique*

Le secteur de la mécanique est particulièrement pertinent dans les zones de transit étant donnée la demande pour la réparation des véhicules. De plus, la filière de la mécanique générale est considérée par le Bureau international du travail (BIT) comme l'une des plus porteuses de croissance de l'économie informelle<sup>54</sup> – qui a un fort potentiel de structuration et de développement de compétences, notamment dans un cadre d'apprentissage.

Tableau 17 La 'compétence mécanique' chez les sondés

Pays	% des jeunes qui ont des compétences dans les domaines de la mécanique	% des jeunes qui souhaitent acquérir des compétences dans les domaines de la mécanique
Sénégal	4%	3%
Cameroun	>2%	4%
Côte d'Ivoire	>2%	4%
Guinée	1%	2%
Mali	6%	2%

### *Un secteur évolutif : quelles valeurs et standards partagés avec les migrants de retour ?*

Déjà en 2007, l'AFD notait chez les professionnels de la mécanique un fort « retard technologique dommageable tant pour la rentabilité des activités de leur atelier ou entreprise que pour la bonne formation de leurs apprentis »<sup>55</sup>. La mécanique est en effet un secteur en constante évolution. Il est donc suggéré à

<sup>51</sup>Société internationale d'écotourisme, <http://www.ecotourism.org/>

<sup>52</sup>AfBD, "Tourism in West Africa: an economic, social and cultural opportunity", 2015, <https://www.afdb.org/en/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/tourism-in-west-africa-an-economic-social-and-cultural-opportunity-14479/>

<sup>53</sup> Voir <https://www.icrtwestafrica.org/responsible-tourism.html>

<sup>54</sup> AFD (2007) "Nouvelles formes d'apprentissage en Afrique de l'Ouest" <https://www.agropolis.fr/formation/pdf/2007-Walter-Filipiak.pdf>

<sup>55</sup> Ibid

l'OIM de promouvoir les options d'apprentissage dans le pays d'origine en mécanique, couplé avec des séances d'introduction aux nouvelles normes et technologies automobiles.

### Valoriser les partenariats publics-privés dans l'apprentissage mécanique au Sénégal

L'Agence Française de Développement (ADF) et l'Etat du Sénégal ont mis en place un Centre sectoriel des métiers de la mécanique à Diamniadio<sup>56</sup> dans la perspective de répondre aux besoins du secteur et des concessionnaires. La spécificité de ce Centre est qu'il a été conçu dans une démarche de partenariat public-privé. Le ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat a mobilisé la branche professionnelle pour identifier les lacunes en termes de qualification des ressources humaines, et a développé le curriculum à partir de ces constats. Le Centre propose des formations en alternance d'une durée de 2 ans - avec un nombre limité d'étudiants afin que tous soient placés et puissent être coachés pour les « *habituer aux marques des différents concessionnaires* ». <sup>57</sup> L'aspect « coaching individuel » est particulièrement pertinent pour les migrants de retour, et peut être lancé en amont du retour au Maroc dans le cadre de la préformation.

## SECTEUR 5. COUTURE

### Risques et opportunités du secteur textile et couture

Le secteur du textile est marqué par une forte progression depuis 2010 de la production du coton africain. Jeune Afrique rapporte une hausse de 750 000 tonnes de coton-graine pour le Mali (+ 26 %), le premier producteur d'Afrique. Pourtant, la transformation reste un défi en Afrique de l'Ouest avec la faible disponibilité et le coût prohibitif de l'énergie, et la perte de savoir-faire des artisans locaux dû au déclin des usines de transformation (de 45 dans au début des années 2000 à 10 en 2017)<sup>58</sup>.

Néanmoins, des efforts sont à noter dans le développement de compétences, notamment au Mali où un centre de formation aux métiers du textile (environ 300 étudiants actuellement) le Cerfitex, a ainsi été créé en 2004 à Ségou, avec un financement de la Banque Islamique de Développement (BID). Les opportunités de transformation et couture sont donc bien présentes, avec une demande en hausse en Europe et en Afrique : que ce soient pour les pagnes, les vêtements, ou la transformation des tissus liés à l'industrie touristique comme le linge de maison ou de décoration. On note également un intérêt pour la couture, particulièrement chez les jeunes femmes interrogées lors de l'étude.

Tableau 18 La 'compétence couture' chez les jeunes femmes sondées

Pays	% des jeunes femmes sondées qui ont des compétences dans les domaines de la couture	% des jeunes hommes sondés qui ont des compétences dans les domaines de la couture	% des jeunes femmes sondées qui souhaitent acquérir des compétences dans les domaines de la couture	% des hommes sondés qui souhaitent acquérir des compétences dans les domaines de la couture
Sénégal	25%	8%	32%	5%
Cameroun	6%	2%	8%	1%
Côte d'Ivoire	5%	3%	5%	2%
Guinée	22%	4%	25%	2%
Mali	4%	3%	9%	4%

<sup>56</sup> Voir <http://www.csfp-btp.sn/>

<sup>57</sup> Le Soleil (2016), « Formation aux métiers de la mécanique : Les concessionnaires prêts à accompagner le centre de Diamniadio », <http://www.lesoleil.sn/2016-03-22-23-21-32/item/53346-formation-aux-metiers-de-la-mecanique-les-concessionnaires-pret-a-accompagner-le-centre-de-diamniadio.html>

<sup>58</sup> Jeune Afrique (2017), Textile : en Afrique de l'Ouest, les cotonniers perdent le fil de la transformation, <http://www.jeuneafrique.com/mag/426363/economie/textile-afrique-de-louest-cotonniers-perdent-fil-de-transformation/>

### *Standards écologiques et labels de qualité*

Des opportunités sont à noter dans le domaine de la mode éthique et durable. La promotion de la transformation du coton fait notamment partie intégrante des stratégies économiques régionales et nationales, notamment dans les cadres suivants :

- Au Mali, la politique nationale de développement du secteur de l'artisanat (POSICA) adoptée par le gouvernement malien en mars 2010 par le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat<sup>59</sup>
- Au Cameroun, Stratégie de Développement de la Filière Coton-Textile-Confection par la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC)<sup>60</sup>.
- L'Agenda pour la compétitivité de la filière coton-textile dans l'UEMOA, adopté le 22 décembre 2003<sup>61</sup>, et qui a pour but de promouvoir les unités locales de transformation
- L'Initiative UE sur les vêtements et le textile « pour la promotion d'une gestion responsable de la chaîne de valeur liée au secteur et l'amélioration des externalités sociales et environnementales de la production textile ». <sup>62</sup>

Ce secteur porteur est **notamment valorisé dans le cadre du FF-UE** par l'initiative « Ethical Fashion Initiative - Sahel » (EFI) de l'organisation « International Trade Centre » avec le projet « Création d'emplois équitables et développement durable de micro-entreprises à travers la gestion responsable et éthique de chaînes de valeur spécifiques liées aux secteurs de la Mode, du « lifestyle » et de l'aménagement d'intérieur au Burkina Faso et au Mali ».

EFI travaille avec des GIEs de femmes artisanes, formées dans fabrication de tissus en coton issu des productions cotonnières du Burkina Faso & Mali<sup>63</sup>. EFI travaille directement avec des grandes marques internationales comme Vivienne Westwood ou Stella McCartney en garantissant la traçabilité des produits et du respect des normes sociales et environnementales grâce à **RISE**, le système de traçabilité et de mesure d'impact développé par EFI qui « garantit le respect des normes de responsabilité sociale (dont les normes de travail équitable) et environnementale, assure la traçabilité et la transparence tout au long de la chaîne de production et mesure l'impact sur les communautés d'artisans »<sup>64</sup>.

« Les partenaires du secteur de Ethical Fashion Initiative ont la possibilité d'inclure un type de « passeport de produit » pour montrer leur implication dans le système RISE et leur soutien à une industrie de la mode plus éthique. La balise RISE comprend des informations sur l'emplacement du produit et un code QR pour guider le lecteur vers d'autres données collectées via RISE. Le passeport du produit peut être attaché aux articles produits dans le cadre de la collaboration Ethical Fashion Initiative. »

L'OIM peut s'inspirer du système RISE de traçabilité et de mesure d'impact pour encourager les migrants de retour à s'impliquer dans la mode éthique et durable.

<sup>59</sup> Voir [http://www.sips.gov.bf/img\\_tmp\\_fichiers/MICA-PS-5.pdf](http://www.sips.gov.bf/img_tmp_fichiers/MICA-PS-5.pdf)

<sup>60</sup> Voir [http://www.coton-acp.org/sites/default/files/documents/downloads/strategie\\_coton\\_ceeac\\_version\\_07\\_juillet.pdf](http://www.coton-acp.org/sites/default/files/documents/downloads/strategie_coton_ceeac_version_07_juillet.pdf)

<sup>61</sup> Voir [http://www.uemoa.int/sites/default/files/annexe/annexe1dec\\_15\\_2003\\_cm.pdf](http://www.uemoa.int/sites/default/files/annexe/annexe1dec_15_2003_cm.pdf)

<sup>62</sup> Voir <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20170321IPR67908/importations-de-textile-des-regles-pour-reduire-l-exploitation-des-travailleurs>

<sup>63</sup> Extrait du document d'action, [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-reg-07\\_-\\_itc\\_16.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-reg-07_-_itc_16.pdf)

<sup>64</sup> Extrait du document d'action, [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-reg-07\\_-\\_itc\\_16.pdf](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-reg-07_-_itc_16.pdf)

## 4. COORDINATION AVEC LES ACTEURS ECONOMIQUES OUEST-AFRICAINS : MODALITES D'ENGAGEMENT

---

Les deux faiblesses principales de l'offre de l'OIM Maroc **sont la brièveté des programmes d'orientation professionnelle envisagés et l'absence de transition entre la formation et l'accès à l'emploi – qu'il soit de type entrepreneurial ou salarié.** De ce point de vue, les études conduites dans les pays d'origine (et retour) suggèrent de penser le processus de réintégration en partant de la communauté de retour elle-même et non en partant des individus (migrants de retour) : i) quels sont les manques et problèmes structurels identifiés au sein des communautés de retour, dans les domaines sociaux, économiques, psychosociaux, et environnementaux ? ii) quels sont les modèles entrepreneuriaux susceptibles de combler ces manques, assurant à la fois aux migrants de retour une réintégration sociale et économique au sein de la communauté de retour *et* à la communauté des dividendes positifs à long terme et une meilleure cohésion sociale renforcée ? L'objectif est de passer d'une approche de la réintégration où l'OIM est le facilitateur de la réintégration individuelle au sein de la communauté à une approche dans laquelle le migrant est l'agent de sa réintégration dans la communauté avec le soutien analytique (contexte, information, etc.), technique (formation, etc.) et/ou financier (prêts, start-up capital, etc.) de l'OIM.

Dans cette logique, deux solutions qui impliquent la coordination avec les acteurs situés en Afrique de l'Ouest, sont développées dans cette section :

- une approche orientation vers les programmes existants en faveur de l'emploi des jeunes
- une approche points relais pour améliorer la coopération avec le secteur privé

La coordination doit être envisagée de manière transnationale – en deux étapes entre le pays hôte et le pays d'origine afin de proposer un réel programme de réintégration aux migrants de retour assistés par l'OIM.

### *Opportunités d'orientation : multiplication des programmes en faveur de l'emploi des jeunes*

Dans les cinq pays de l'étude, un nombre important de projets se concentrant sur l'emploi des jeunes sont mis en place dans le cadre du Fonds Fiduciaire (FF-UE) et par les autres partenaires internationaux. Le nombre important de projets visant à améliorer l'emploi des jeunes présente des opportunités d'orientation pertinentes pour les bénéficiaires AVRR en Afrique de l'Ouest.

#### **Synergies principales dans l'accès à l'emploi des jeunes : des projets qui souffrent d'un manque général de coordination entre les initiatives**

Les projets de promotion de l'emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest souffrent généralement d'importantes duplications, et d'un manque de coordination entre les différents chefs de projet.

Améliorer la coopération au sein de l'OIM : L'OIM devrait mettre en place un système de réunions hebdomadaires entre les chefs de projets afin d'identifier les synergies entre projets à destination des jeunes de la communauté et projets à destination des migrants de retour.

Améliorer la coopération entre les bénéficiaires du FF-UE : l'OIM devrait encourager les délégations de l'Union européenne (UE) en Afrique de l'Ouest à organiser une réunion conjointe afin d'identifier les synergies – notamment dans l'orientation des migrants assistés au retour.

Ainsi, le tableau suivant présente les initiatives au sein du FF-UE qui ont un potentiel d'orientation des bénéficiaires. À noter, il n'y a pas d'autre projet que celui de l'OIM sous le FF-UE en Côte d'Ivoire – le pays est donc exclu du tableau.



À l'écriture du rapport, ces projets sont en phase de lancement, les possibilités d'orientation sont donc limitées. Néanmoins, tous les chefs de projet interrogés dans le cadre de la recherche ont fait preuve d'un intérêt pour les possibilités d'orientation.

Tableau 19 Possibilités d'orientation au sein du FF-UE

Pays	Projet	Organisation
Cameroun	Projet d'Appui à la Résilience Socioéconomique des Jeunes Vulnérables (Extrême-Nord, Nord et Adamaoua)	GIZ
	Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes	Agence française de développement (AFD)
Guinée	Programme d'appui à l'intégration socioéconomique des jeunes (INTEGRA)	Agence Belge de Développement ou Coopération Technique Belge (CTB), Coopération Technique Allemande (GIZ), Centre du Commerce International (CCI)
Mali	Relance de l'Economie et Appui aux Collectivités II (RELAC II)	Luxembourg (LuxDev)
	Jobs creation through the improvement of the cashew nuts sector in order to mitigate the root causes of emigration in the regions of Sikasso, Kayes and Koulikoro	AECID
	Soutenir l'emploi des jeunes pour créer des opportunités économiques au Mali	SNV NetherlandsDevelopment Organisation
	Jeunesse et Stabilisation dans les régions du centre du Mali (PROJES)	GIZ
Sénégal	Développer l'emploi au Sénégal : renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ	L'Agence Française de Développement (AFD), LUXDEV
	Projet d'Appui à la réduction de la migration à travers la Création d'Emplois Ruraux au Sénégal, par la mise en place de fermes agricoles villageoises et individuelles	Bureaux de la Coopération Espagnole (AECID) et Ministère Italien des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale
	Projet d'Appui à la Réduction de l'Emigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier par le développement d'une économie rurale sur base des périmètres irrigués – PARERBA	Coopération Technique Belge
	PASPED – Programme de contraste à la migration illégale à travers l'appui au Secteur Privé et à la création d'emplois au Sénégal	Cassa Depositi e Prestiti (CDP)
	Résilience des populations les plus vulnérables face aux crises nutritionnelles et alimentaires dans les zones de départ de Podor, Ranérou, Matam et Kanel	Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID)

*Au niveau national : se rapprocher de « points relais » pour intégrer les migrants de retour dans le marché du travail*

L'importance d'impliquer le secteur privé est souvent mise en exergue par les rapports d'évaluation, mais les modalités sont ambiguës et demandent l'attention d'un chargé spécifique aux questions de suivi avec le secteur privé – ce qui n'est pas réaliste dans le cadre de l'approche 'projets' en place de l'OIM, et surtout constitue un défi insurmontable à partir du Maroc. Il s'agit donc de se rapprocher des partenaires existants de l'OIM, ou des partenaires traditionnels types de l'OIM qui ont déjà ce type de projets en place.

**En Côte d'Ivoire, un secteur privé actif à Abidjan qui présente des opportunités d'intégration pour les jeunes et les migrants de retour**

Tableau 20 Potentiels points relais en Côte d'Ivoire

	Point relais	Description
<b>Axe 1</b>	Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur	La DGIE organise des « afterworks » à Abidjan avec des responsables business de la diaspora. Un afterwork pourrait inclure la présentation des profils des migrants de retour afin de lister les compétences voulues par leurs entreprises, et éventuellement co-constituer des programmes de formation.
<b>Axe 2</b>	Union Européenne	Relation directe avec les grands groupes français (notamment Bolloré, en charge de certains terminaux du port d'Abidjan)
<b>Axe 3</b>	GIZ	La GIZ a développé des partenariats avec le secteur privé dans les domaines de cacao (Kraft Foods, CEMOI, CARGILL, Barry Callebaut, Touton), et du caoutchouc (SAPH, SOGB, CHC).
<b>Axe 4</b>	Chambres de Commerce	Etablir un projet avec les chambres de commerce pour comprendre les priorités et besoins des entreprises, les informer sur les besoins des migrants de retour et identifier des idées de collaboration.

*Au niveau communautaire : méfiance des employeurs ou préférence pour migrants de retour ?*

Un prestige social entoure les migrants revenus au pays volontairement et sans assistance au retour. Cette dichotomisation des perceptions entre « migrants de retour assistés » et migrants de retour considérés de la diaspora peut renforcer une forme de rejet envers les migrants de retour, notamment par les employeurs.

Ainsi, l'employabilité est fortement liée à la perception du migrant de retour par la communauté, comme illustré dans la citation ci-dessous :

**Méfiance des employeurs envers les migrants de retour à Goudiry, Sénégal ?**

*« En effet, je connais beaucoup de migrants de retour, mais ils n'aiment pas travailler comme maçons ou autres. Ils sous-estiment ce qu'on leur paie. Tout ce qu'ils veulent, c'est partir. Par contre, je travaille avec les étrangers comme les Maliens, les Guinéens qui vivent à Goudiry. Eux, ils ne sous-estiment aucun métier. Quand je leur propose un bon prix ils acceptent de travailler pour moi. Au début, je favorisais les jeunes de Goudiry, mais ils n'aiment pas les travaux de reboisement, de puisatier, de maçonnerie... Tout ce qu'ils veulent c'est travailler une journée et avoir cent mille francs alors que moi je n'ai pas ça. » (président d'un GIE, à Goudiry).*

## **A Vélingara, au Sénégal, des bonnes pratiques d'implication du secteur privé :**

Le secteur privé peut être impliqué au niveau communautaire, avec la coopération des autorités locales, comme exemplifié par le cas de Vélingara au Sénégal.

**À travers l'octroi d'intrants :** L'Association des Migrants de Retour s'est formalisée pour être accompagnée par la **préfecture**. La préfecture les a soutenus dans le processus d'octroi des terres pour le maraîchage et la **Sodefitec**, en partenariat avec l'Etat, a fourni les intrants (engrais, pépinières) aux migrants.

**À travers des politiques informelles en faveur des migrants de retour :** À Vélingara, l'Entreprise Diaby et Frère embauche en priorité des migrants de retour – ce qui leur a permis de recevoir l'appui du préfet pour l'obtention de titres fonciers. *Effectivement en matière de recrutement je préfère recruter des personnes de retour à l'immigration. Pour moi c'est une façon de les aider pour qu'ils réintègrent mieux dans la société enfin de venir en aide à leur famille.* » (Directeur de l'Entreprise Diaby et Frères)

Il faudrait donc :

- Mutualiser l'expérience de l'association des Migrants de Retour de Vélingara et organiser une conférence pour illustrer les succès des coopérations autorités locales/associations de migrants/secteur privé.
- Envisager la systématisation de ce type de coopération à travers l'invitation du secteur privé dans les formations de sensibilisation aux collectivités locales.

## 5. RECOMMANDATIONS : METTRE EN PLACE LE MODELE GRADUE

Les différences principales entre l'approche 'courante' (propre à l'OIM ces dernières années comme à l'ensemble des organisations travaillant dans la réintégration des migrants de retour) et l'approche privilégiée par le programme de l'OIM financé par le Ministère des Affaires étrangères allemand (*Enhanced pre-departure assistance in Morocco; FORAS*) sont expliquées dans cette section, qui inclut des recommandations spécifiques à chaque étape. Comme l'a souligné l'OIM dans les commentaires à la première version du présent rapport, plusieurs limitations sont à prendre en considération :

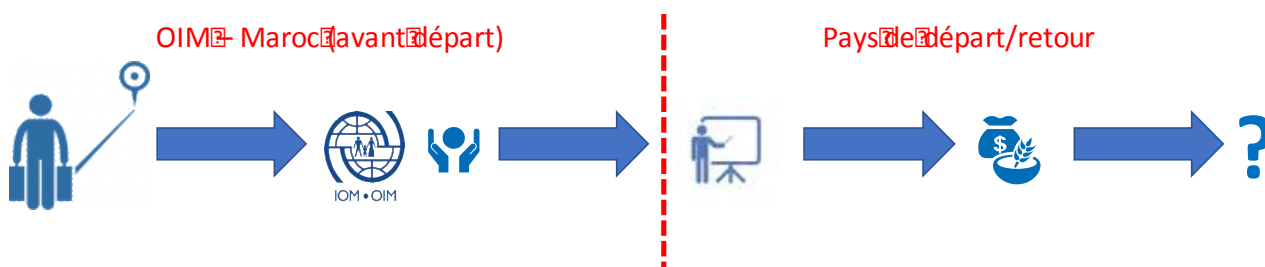
- Le [temps imparti à l'orientation professionnelle au Maroc \(3 semaines\)](#) ne permettra pas aux migrants de retour d'acquérir des compétences significatives à mettre à profit dans les métiers des secteurs présentés dans ce rapport. (OIM Maroc) ;
- Le [budget global et le calendrier du projet \(28 mois\)](#) ne permettent pas de créer des mécanismes d'accompagnement et de suivi toujours pérennes et efficaces.

Dans une optique de conciliation entre les objectifs et contraintes inhérentes au programme, les analyses et recommandations suivantes prennent en compte ces importantes et légitimes limitations. En conclusion de cette section, une approche se fondant à la fois sur les migrants de retour et les communautés est toutefois présentée dans l'hypothèse où l'OIM et ses bailleurs trouvent un accord sur un financement plus important et pluriannuel (5 ans au minimum).

### D'une approche classique à l'approche de l'OIM Maroc aujourd'hui

[Modèle classique ou courant](#) (Graphique 5) : Après une évaluation des besoins en protection des migrants de retour, les AVRR retournent dans leur pays d'origine où une prise en charge est assurée par le bureau OIM local, avec une priorité accordée à l'évaluation des capacités, la formation et – dans le meilleur des cas – l'inclusion économique par le développement d'activités génératrices de revenus à court terme. De manière générale, le suivi longitudinal, les indicateurs de résultat et l'impact à moyen- ou long-terme du programme sont rarement assurés.

Graphique 5 : Modèle de réintégration classique ou courant



Il faut ici ajouter que ce modèle de réintégration et les risques afférents ne sont pas spécifiques à l'OIM Maroc ; l'équipe de recherche a identifié les mêmes modèles et risques/faiblesses structurels dans l'ensemble des pays où l'OIM ou d'autres acteurs ont développé des programmes ou initiatives liés à l'intégration des migrants de retour, réfugiés ou déplacés – DRC, NRC, JRS, mais aussi GIZ, AKF, UNDP, Mercy Corps plus récemment. Ce modèle est évidemment dépendant de plusieurs variables qui le fragilisent :

- **L'implication réelle et continue des migrants dans le processus** – 'Moi, je suis malien, j'ai fait la formation OIM à Agadez, sur des briques. Il y avait de la fumée noire partout, mais c'était mieux que

rien. Mais je ne vais pas en faire un revenu. Et puis j'ai fait des études au départ... je suis rentré et depuis, plus rien' (Etude de cas, Bamako, Ibrahima, 28 ans) ;

- **La coordination sub-optimale entre les bureaux de l'OIM au Maroc et dans les pays de retour** – 'La situation est complexe. OIM doit opérer sur plusieurs fronts, parfois on fait de l'urgence, parfois du développement. Dans tout cela, la coordination entre bureaux peut parfois passer au second plan, car on n'a pas toujours les outils ou le temps pour avoir une vue régionale' (OIM, Programme Officer, Afrique de l'Ouest) ;
- **Une compréhension de la réintégration comme purement économique** ('livelihoods', 'income generation') – 'Le grand mérite de MEASURE est d'aller au-delà d'une approche économique, mais il faut désormais faire rentrer cette approche à plusieurs niveaux dans les discussions avec les bailleurs et au sein de nos programmes. C'est la prochaine étape' (OIM, Country Representative, Afrique de l'Ouest) ;
- **La faiblesse de la coordination avec les communautés de retour et le possible antagonisme des communautés locales** – 'Ces initiatives de retour sont nécessaires. Mais c'est violent pour la communauté. C'est comme si on vous renvoyait vos enfants, vos voisins, du jour au lendemain. Comme si on vous rejetait. Certains ne comprennent pas' (FGD, Guinée Bissau) ;
- **La possible saturation des marchés du travail locaux et la possible non-adéquation des formations proposées** – 'Je ne sais pas si ces programmes (de réintégration) s'appuient toujours sur des analyses de contexte pertinentes. Sur le papier, oui, mais notre crainte est de voir des cohortes de jeunes compétents sous-employés, des marchés saturés par l'afflux de migrants de retour formés dans un seul domaine, etc. (...) Que valent ces analyses de contexte ? Quel est le niveau réel de la connaissance des marchés du travail ? Comment sont ajustées les qualifications des jeunes et la demande ? Je ne sais pas répondre à ce jour, mais c'est l'équation la plus difficile pour tout le monde' (Union européenne, Niamey) ;
- **L'absence de bénéfices tangibles pour la communauté de retour** – souvent évoquée dans les entretiens en Côte d'Ivoire, Cameroun ou Sénégal : 'Qu'est-ce qu'on y gagne ? Ils partent puis reviennent ruinés pour prendre un travail dans un marché déjà saturé...' (FGD, Côte d'Ivoire) ;
- **L'absence de suivi et d'évaluation d'impact – sinon du point de vue 'output' à court terme** – des programmes proposés : 'La réintégration est un processus à long terme, complexe, à plusieurs variables. Donc il faut passer à une autre logique et s'éloigner des évaluations purement quantitatives, où l'on regarde à court terme – 3 mois plus tard – ce que sont 'devenus' les gens et où l'on évalue le succès du programme par le nombre de gens avec des jobs. Ça, c'est quantitatif et purement 'output-driven'. La vraie question est de capturer l'impact sur les communautés, sur le moral des gens, sur leur cohésion comme groupe (...) On doit créer les outils pour cela. On doit aussi apprendre de nos erreurs.' (OIM, Programme Officer, Afrique de l'Ouest)

Modèle développé dans le cadre de FORAS : La nouvelle approche privilégiée par l'OIM Maroc et les bureaux de l'OIM partenaires dans la zone prend acte des limites du modèle classique ou courant. Dans les trois points d'orientation des migrants à Rabat, Casablanca et Oujda les AVRR, il s'agit désormais de collaborer avec les pays d'origine (Guinée, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal et Mali). En théorie, le projet préparant les retournés avant même qu'ils ne quittent le pays d'accueil contribuera à renforcer leur réintégration dans les pays d'origine. Les rapatriés qualifiés et mieux orientés trouveront normalement plus d'opportunités dans leurs pays d'origine et contribueront également au développement local de leurs communautés. Dans cette logique, l'initiative de l'OIM s'appuiera sur quatre types d'acteurs :

- 1) Les migrants de retour inscrits dans le programme AVRR, qui bénéficieront d'une assistance avant retour basée sur les besoins, qui fournira les compétences et les outils nécessaires pour améliorer les dimensions sociale, économique et psychosociale de leur réintégration ;
- 2) Les organisations et institutions offrant des séances d'orientation professionnelle participeront aux activités de renforcement des capacités et fourniront des formations aux migrants en situation de vulnérabilité au Maroc comme dans les pays d'origine/retour ;

- 3) Des représentants gouvernementaux du Maroc et des pays d'origine participeront à l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements pouvant être utilisés pour élaborer de nouvelles politiques en matière de retour volontaire et de réintégration ;
- 4) Les communautés de retour / d'origine recevront des rapatriés avec un profil professionnel et technique mieux adapté aux besoins locaux.

### Etape 1 : Principe de mise en pratique d'un soutien gradué aux migrants de retour

La première étape d'orientation professionnelle au Maroc doit faire partie d'un *engagement (non-contractuel)* entre les migrants de retour et l'OIM qui comprend un processus de **soutien gradué en amont (ex ante) et en aval (ex post) du retour** afin de mobiliser les ressources tangibles (financières) et intangibles (contacts, réseaux, compétences, connaissances) et d'aider les migrants à devenir des ambassadeurs informés dans les standards et pratiques des secteurs clés dans leurs pays d'origine – en liant l'offre éducative au Maroc et dans le pays d'origine. À l'origine, le "modèle gradué"<sup>65</sup> a été développé par le Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres (CGAP) pour aider les personnes les plus vulnérables à devenir autonomes. Le modèle gradué met en place des étapes cohérentes et cadrées dans le temps :

- *D'abord* en identifiant les ménages les plus vulnérables et en menant une analyse de marché pour identifier des opportunités viables
- *Puis* en fournissant une formation à des métiers pertinents au niveau local et un capital d'amorçage ou le transfert d'actifs pour lancer une activité de subsistance tout en fournissant une assistance en espèces durant la durée du programme. Le coaching des participants est un élément essentiel du modèle gradué pour renforcer la confiance en soi des bénéficiaires.

Le modèle gradué est notamment recommandé par l'OIM pour soutenir la réintégration des migrants de retour en s'assurant que les étapes de réintégration sont adaptées aux besoins et profils des migrants de retour<sup>66</sup>. Le graphique du modèle gradué ci-dessous<sup>67</sup> illustre trois enjeux principaux pour donner les clés d'une réintégration économique soutenable :

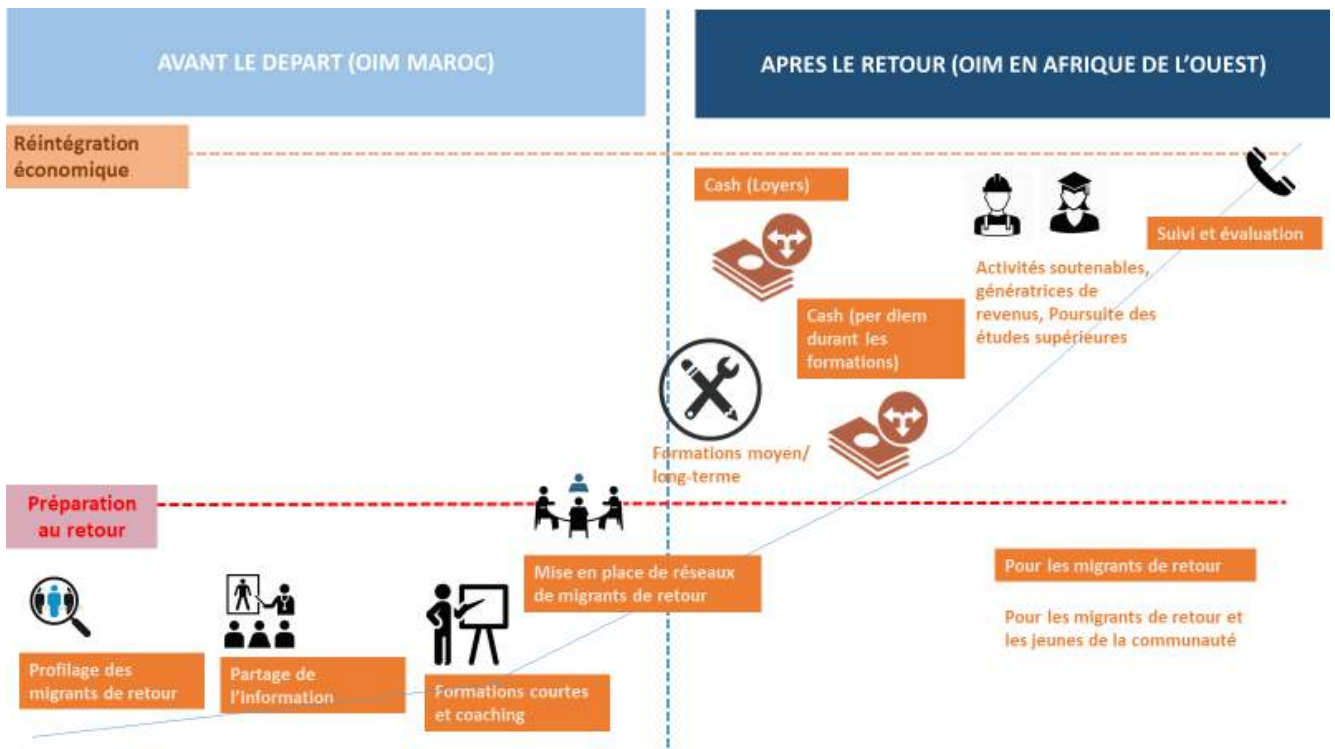
- **Lier de manière cohérente les activités dans le pays de départ et le pays de retour.** Cet élément est crucial pour assurer que le soutien fourni aux migrants de retour est holistique et pour éviter des différences de compréhension des services et activités prévues entre les migrants de retour et les bureaux de l'OIM dans les pays d'accueil / de transit et les pays d'origine.
- **Impliquer les jeunes de la communauté dans les activités du pays de retour**, notamment les formations, afin que la communauté soit impliquée et bénéficie des programmes de réintégration des migrants de retour – tout en remédiant aux causes profondes de la migration des jeunes qui ne leur donnent pas d'autre choix que migrer.
- **Effectuer un suivi significatif avec les migrants de retour** et évaluer leurs parcours pour en tirer des enseignements qui peuvent servir aux autres migrants de retour et aux programmes de l'OIM en général.

<sup>65</sup> Le « modèle gradué » est le terme retenu dans ce document pour traduire « graduation model ».

<sup>66</sup> Samuel Hall / OIM (2017) « Setting standards for an integrated approach to reintegration », financé par DFID, [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DMM/AVRR/IOM\\_SAMUEL\\_HALL\\_MEASURE\\_REPORT%202017.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf)

<sup>67</sup> Bien que ce graphique n'illustre que les étapes économiques, il est crucial d'inclure des activités visant à soutenir la réintégration sociale et psychosociale des migrants de retour.

Graphique 6 Modèle gradué adapté aux besoins de l'OIM Maroc



Les recommandations s’attachent à développer les activités potentielles et les approches à adopter sous chaque étape du processus de réintégration graduée.

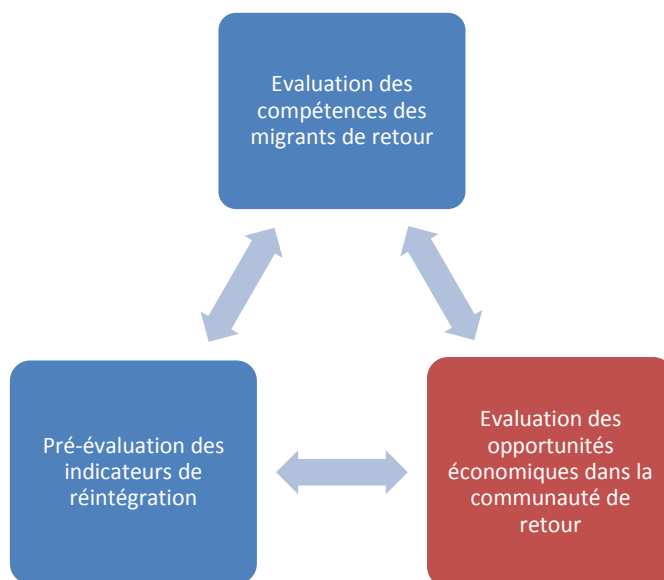
## Etape 2 : Profilage des migrants de retour / Evaluation initiale

Une approche « *one size fits all* » ne permettra pas aux migrants de retour de mettre à profit leurs atouts existants, et à l’OIM d’intervenir pour atténuer leurs vulnérabilités existantes. Il est donc nécessaire d’effectuer une évaluation initiale pour analyser le profil des migrants de retour et les opportunités économiques dans leurs communautés d’origine, ou de retour. S’il est évidemment impossible de savoir avec certitude dans quelle communauté le migrant de retour va effectivement s’installer temporairement et/ou durablement, il est en revanche possible, lors de l’entretien préliminaire, non seulement d’évaluer les besoins spécifiques et les intérêts des candidats au retour au Maroc, mais aussi de leur demander de manière indicative où ils pensent rentrer. La fréquence et le volume des réponses peuvent donner à l’OIM-Maroc des estimations solides ; le travail de vérification de terrain par les équipes de l’OIM dans les pays d’origine et de retour corroborera – sur une base régulièrement mise à jour – ces informations dans un second temps.

Trois éléments doivent faire partie de l’entretien préliminaire organisé au Maroc :

- Une évaluation des compétences des migrants de retour, en utilisant le modèle de l’Organisation Internationale du Travail (BIT-OIT) ;
- Une évaluation préliminaire/baseline des indicateurs économiques, sociaux et psychosociaux de réintégration au niveau individuel prévus / attendus après le retour – cela doit également inclure une évaluation des atouts existants à mobiliser après le retour (relation à la famille, à la communauté) ;
- Une évaluation de la communauté de retour, sur la base des profils existants (voir rapports nationaux).

Graphique 7 Eléments de l'évaluation initiale



Cette évaluation initiale peut être effectuée par le chargé de cas dans le cadre de l'approche intégrée d'accompagnement (« *case management* »). Elle permet le développement d'un engagement non-contractuel entre le migrant de retour de l'OIM, qui décrit les responsabilités du migrant de retour et de l'OIM afin d'atteindre les objectifs déterminés à travers des activités cohérentes et graduées. Les termes « engagement » et « responsabilités » sont à entendre de manière non contraignante, sachant qu'ils n'ont de valeur et de contenu que par la détermination de chacune des deux parties :

- D'un côté, l'OIM a des obligations de moyens afin de faciliter au mieux la réintégration du migrant de retour, par exemple en assurant une coordination optimale entre l'OIM Maroc et les autres bureaux OIM des pays de retour (information, projets et suivis individuels, placement, etc.) ;
- De l'autre, les migrants n'ont aucune obligation *stricto sensu*, mais peuvent bénéficier de la structure de suivi individualisé de l'OIM, à la condition qu'ils en manifestent l'envie – dans cette optique, le rôle du *case manager* est essentiel, car il permet de personnaliser la relation entre l'OIM et le migrant et de la réinstaller dans l'espace de la discussion, de l'échange, du choix, de la décision, et non dans celui de la passivité ou de l'anonymat.

### Etape 3 : Partage de l'information

Le partage de l'information est crucial pour deux raisons :

- De nombreux migrants de retour ont indiqué que les informations fournies par l'OIM dans les pays d'accueil / de transit différaient sensiblement des conditions rencontrées et de l'aide reçue à leur retour.
- Il permet aux migrants de retour de mobiliser les informations nécessaires pour se préparer au retour dans leur pays d'origine.

#### Quel type d'information doit-il être partagé lors des sessions d'information au Maroc ?

Ces sessions doivent se concentrer sur deux types d'information économique :

- Pour les migrants de retour qui souhaitent se lancer dans l'auto-emploi : les secteurs clés de l'économie au niveau national et local, les financements publics et privés disponibles et les modalités pour y accéder, et les démarches administratives à suivre pour l'entrepreneuriat individuel ou la mise en place de GIEs.
- Pour les migrants de retour qui souhaitent accéder à un emploi formel : les bureaux d'emploi disponibles dans le pays d'origine et les démarches pour bénéficier de leurs services et l'éventail des emplois dans les secteurs clés (notamment agricoles).
- Pour tous : les modalités d'accès à l'éducation primaire et supérieure, à l'apprentissage et à la formation professionnelle. Présentation claire du soutien disponible et fourni par l'OIM, et présentation des activités pertinentes des autres organisations internationales et nationales.



### Qui peut animer ces sessions ?

L'OIM Maroc est en position d'animer ces sessions, sur la base des rapports pays cartographiques de l'OIM. Deux bonnes pratiques sont :

- Incorporer des appels par Skype avec l'OIM en Afrique de l'Ouest, des entrepreneurs locaux, et des membres de la diaspora
- Développer un site web qui présente une information sur les pays d'origine actualisée régulièrement.

### Etape 4 : Formations courtes, coaching et création d'un réseau de migrants de retour

Deux types de formations courtes peuvent être envisagées en fonction des aspirations des migrants de retour :

- Pour les migrants de retour qui souhaitent se lancer dans l'auto-emploi<sup>68</sup>
- Pour les migrants de retour qui souhaitent accéder à un emploi formel

Les sessions d'orientation professionnelles courtes doivent inclure une dimension de coaching pour personnaliser le soutien fourni et encourager la confiance en soi chez les migrants de retour – qui ont pu développer des sentiments d'échec suite à l'interruption de leur projet migratoire. Le « coach » peut être un membre de l'OIM Maroc, un(e) assistant(e) social(e), un entrepreneur ou un membre de la diaspora – en fonction du niveau de vulnérabilité du groupe de migrants qui reçoit le soutien.

Graphique 8 Options de pré-formation courte



Le troisième pilier bénéficierait à tous les migrants de retour assistés par l'OIM Maroc et se concentre sur la diffusion des standards dans les secteurs porteurs afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine à travers la pré-formation. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires – qui sera valorisée dans leur pays d'origine et facilitera leur réintégration au marché du travail.

<sup>68</sup>Il est toutefois important de rappeler les réserves mentionnées

Tableau 21 Standards à communiquer dans les secteurs clés

Secteur	Information / Standards à communiquer
Agriculture	Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.
BTP	Présenter les standards de construction durable et écologique <sup>69</sup>
Tourisme	Présenter les options d'écotourisme, "une forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales" <sup>70</sup>
Mécanique	Introduction aux nouvelles normes et technologies automobiles
Couture	Présenter les opportunités dans le marché de la mode éthique et durable

### Créer un réseau d'entraide pour les migrants de retour

Les sessions d'information et les formations peuvent constituer un lieu de création de lien social entre les migrants de retour – l'OIM Maroc doit donc fournir un espace pour permettre aux migrants candidats au retour de partager leur expérience et de se mettre en réseau avant le retour au pays. Cette plateforme peut également permettre de présenter les projets collectifs ; et aux migrants de retour de se mettre en groupe avant le retour s'ils vivent dans des zones similaires.

Le réseau d'entraide peut avoir des bénéfices économiques, mais également psychosociaux en fournissant un lieu où il y a une liberté d'échanger sur les difficultés du retour, et de l'échec de la migration. Un coach peut également être présent pour identifier les vulnérabilités psychosociales des participants et intervenir adéquatement.

<sup>69</sup> Ressource de l'OIT: <http://www.greengrowthknowledge.org/learning/green-building-and-construction-pathway-towards-inclusive-growth-and-creation-decent-and>

<sup>70</sup>Société internationale d'écotourisme, <http://www.ecotourism.org/>

## Etape 5 : Retour, formations longues et soutien financier

Une approche transnationale aux formations – en deux étapes entre le pays hôte et le pays d’origine afin de fournir une formation long terme et qualifiante – est cruciale pour mettre en place un processus de réintégration.

### Fournir un soutien financier parallèle pour des solutions durables

Un soutien financier doit être fourni aux migrants de retour durant la durée du programme de réintégration/formation pour s’assurer que le bénéficiaire puisse subvenir à ses besoins et aux besoins de sa famille.

La matrice suivante présente les programmes de formation disponibles, gouvernementaux et non gouvernementaux dans les cinq pays de l’étude, pour les cinq secteurs présentés dans la section 2. « Secteurs économiques porteurs dans les pays d’origine ». Cette liste souffre de deux limites : d’abord, toutes les formations formelles demandent d’avoir au moins le bac, et la plupart se trouvent dans la capitale du pays.

Tableau 22 Organismes de formation pertinents

Pays	Structure nationale de formation	Agriculture	BTP	Tourisme	Mécanique	Couture
<b>Sénégal</b>	Office National de Formation Professionnelle (ONFP)	Institut Supérieur de Formation Agricole et Rurale (ISFAR)  ONGs : Tostan, La Lumière, Experna, Don Bosco	Centre Sectoriel de Formation professionnelle aux métiers du Bâtiment et des Travaux Publics (CSFP-BTP)	Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique (ENFHT)	Système d’apprentissage auprès d’un employeur <sup>71</sup>	Système d’apprentissage auprès d’un employeur
<b>Cameroun</b>	Chambre de commerce, d’industrie, des mines et de l’artisanat au Cameroun	Centre Régional d’Initiative et de Formation en Agriculture et nouvelles Technologies (CRIFAT)	CAFRAD Cameroun	Ecole de l’Hôtellerie et du Tourisme de la CEMAC (EHT-CEMAC)	Système d’apprentissage auprès d’un employeur	Projet « AVENIR » de Plan International <sup>72</sup>
<b>Côte d’Ivoire</b>	Agence Nationale de la Formation	Centres de formation de l’Agence Nationale pour le Développement Rural	Centres de formation par apprentissage en réseau (CFA-R) <sup>73</sup>	Centre International des Métiers de	Centre de Perfectionnement aux Métiers de la	Centre de Formation de Couture

<sup>71</sup> Des modalités d’apprentissage sont idéales dans le cas de personnes déscolarisées et sans diplôme du primaire ou du secondaire.

<sup>72</sup> Voir <https://www.plan-international.fr/news/2018-03-07-cameroun-la-formation-professionnelle-comme-levier-independance>

<sup>73</sup> Voir <http://aip.ci/le-cfa-r-une-formation-diplomante-pour-les-ouvriers-en-batiment/>

	Professionnelle (AGEFOP)			l'Aviation et du Tourisme (CIMAT)	Mécanique et de l'Electricité	
<b>Guinée</b>	Office National de Formation Professionnelle (ONFP) – Guinée	Ecoles Nationales d'Agriculture et d'Elevage (ENAE)	Centre Moderne de Formation Professionnelle en BTP, Hôtellerie et Restauration	Centre Moderne de Formation Professionnelle en BTP, Hôtellerie et Restauration <sup>74</sup>	Centre de Formation du Garage Canagui <sup>75</sup>	Système d'apprentissage auprès d'un employeur
<b>Mali</b>	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle	Centres d'Apprentissage Agricole a <ul style="list-style-type: none"> <li>• Centre de Formation Pratique en Elevage (CFPE) de Sotuba,</li> <li>• Centre de formation pratique en foresterie (CFPF) de Tabakoro,</li> <li>• Institut de Formation Professionnelle Malick Sidibé</li> </ul>	Institut National de Formation Professionnelle pour le Bâtiment et les Travaux Publics (INFP/BTP)	Centre de Formation en Industrie du Tourisme et de l'Hôtellerie au Mali	Système d'apprentissage auprès d'un employeur	Centre social de formation professionnelle en coupe

<sup>74</sup> Ce centre de formation est le résultat d'un partenariat Guinée / Maroc – l'OIM Maroc pourrait donc faciliter l'introduction au bureau pays de l'OIM Guinée. Voir : <http://mediaguinee.org/parteneriat-guinee-maroc-complexe-moderne-futuriste-de-formation-aux-metiers-bpt-dhotellerie-de-restauration-construction-avancee-a-nongo/>

<sup>75</sup> Voir plus à <http://www.garagecanagui.com/>

## Conditions de réussite des projets de réintégration

En 2015, un document financé par l'OIM et rédigé par Fonseca, Hart et Klink proposait une liste de conditions de la réussite des projets de réintégration<sup>76</sup>:

- a) Participation et participation active du migrant de retour à son processus de retour et de réintégration
- b) Un environnement socioéconomique stable offrant des possibilités de génération de revenus
- c) Atténuer les éventuels risques pour la sécurité individuelle du migrant de retour, en particulier s'ils étaient la raison de la migration
- d) Un soutien psychosocial pour s'adapter à la nouvelle réalité, définir son rôle dans la communauté et assurer la stabilité psychosociale
- e) Suffisamment de temps pour que le migrant de retour se remette de l'expérience de la migration par un suivi au cours des 12 premiers mois suivant son arrivée
- f) Formation professionnelle et appui financier adéquats pour donner aux migrants de retour les moyens d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de moyens de subsistance
- g) Soutien au rétablissement des réseaux sociaux en faisant participer les membres de la famille, les amis et la communauté locale au processus de réintégration
- h) Accès effectif aux systèmes de protection sociale au même niveau que la population locale, notamment en répondant aux besoins essentiels des migrants de retour vulnérables
- i) Une approche «Do no harm» pour s'assurer que les communautés ne sont pas affectées négativement par le retour.

Néanmoins, dans le contexte actuel, l'OIM fait face à des difficultés importantes qui limitent la durabilité de la réintégration :

- Difficultés pour « mobiliser des financements suffisants, gérer les demandes des bailleurs, limiter les coûts de fonctionnement de l'aide individuelle et encourager l'harmonisation des programmes d'AVRR »<sup>77</sup>.
- Déficit de préparation avant le retour
- Défis dans la mise en œuvre et le suivi des projets individuels d'AVRR – que ce soit au niveau du maintien du contact avec les migrants de retour, ou la mise en place de partenariats efficaces avec les autorités et les acteurs de la société civile<sup>78</sup>

À noter, des études soulignent que les « approches communautaires ne représentent pas une solution pour tous les défis de l'AVRR »<sup>79</sup>, notamment au niveau des financements, de la préparation. Les approches communautaires sont également caractérisées par des défis supplémentaires comme la sélection des projets et des bénéficiaires, l'insuffisance des revenus, les conflits au sein du groupe, et l'inadéquation entre projets (souvent agricoles) et aspirations des jeunes migrants de retour<sup>80</sup>.

Le contrat de réintégration permet d'atténuer les défis présentés ci-dessus au niveau du migrant de retour, notamment :

- Manque de fonds : identifier les projets complémentaires vers lesquels les migrants peuvent être orientés.
- Une meilleure préparation et accès à l'information sur le pays d'origine

<sup>76</sup> Fonseca, Hart et Klink (2015) « Effective approaches to reintegration », <https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/Reintegration-Position-Paper-final.pdf>

<sup>77</sup> Altai (2016) « Retour Volontaire et Réintégration : Approches Communautaires », pour l'OIM Maroc

<sup>78</sup> Ibid

<sup>79</sup> Ibid

<sup>80</sup> Samuel Hall / OIM (2017) « Setting standards for an integrated approach to reintegration », financé par DFID, [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DMM/AVRR/IOM\\_SAMUEL\\_HALL\\_MEASURE\\_REPORT%202017.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf)

## Etape 6 : Suivi et évaluation

Le suivi et évaluation du processus de réintégration est un défi pour l'OIM. Le suivi est pourtant nécessaire afin de pouvoir intervenir auprès des migrants de retour vulnérables. Le suivi doit être fait par les bureaux pays de l'OIM Afrique de l'Ouest, avec le soutien de l'OIM Maroc, et consiste en deux éléments :

- Le suivi sur six mois. À l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM doit être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et pour évaluer le progrès du bénéficiaire – que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel. Les indicateurs de suivi individuel sont présentés dans le tableau ci-dessus. La méthodologie de pondération des différents indicateurs dans un index unique est développée dans un rapport séparé<sup>81</sup>.

Tableau 23 Indicateurs de suivi individuel

Dimension économique : les migrants de retour atteignent un état d'autonomie économique	Dimension sociale : les migrants de retour atteignent une stabilité sociale au sein de leur communauté	Dimension psychosociale : Les migrants de retour atteignent un état de bien-être psychosocial
1. Source de revenus	8. Adéquation du logement	15. Activités sociales
2. Solidité et adéquation entre l'emploi et l'activité génératrice de revenus	9. Accès aux documents administratifs	16. Soutien du réseau
3. Rapport dettes-dépenses	10. Accès aux services publics et à la protection sociale	17. Non-discrimination (âge, sexe, minorité etc.)
4. Perception de l'accès à l'emploi et à la formation	11. Accès à la justice	18. Signes de trauma
5. Sécurité alimentaire	12. Conditions physiques et mentales	19. Sentiment d'appartenance
6. Potentielles sources d'aide financière	13. Accès aux services de santé	20. Conflits domestiques
7. Evaluation de la satisfaction vis-à-vis de la situation économique	14. Accès à l'éducation des enfants en âge d'aller à l'école	

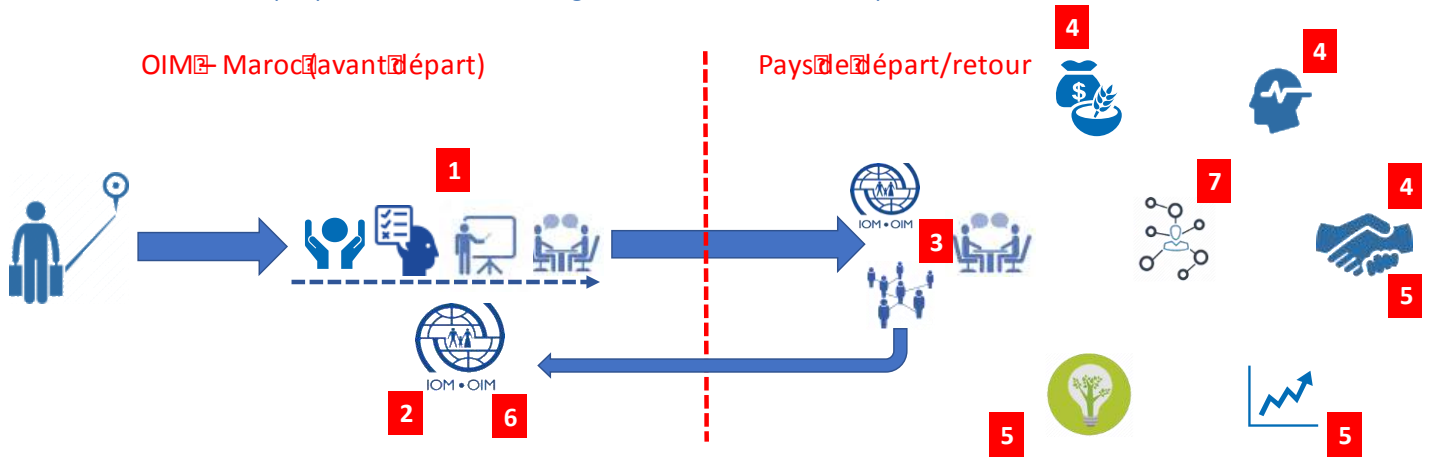
- La fin du processus de réintégration. Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des cas de vulnérabilité sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de capturer les résultats positifs et négatifs de la programmation et adapter les programmes futurs.

<sup>81</sup>Voir Samuel Hall / OIM (2017) « Setting standards for an integrated approach to reintegration », financé par DFID, [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DMM/AVRR/IOM\\_SAMUEL\\_HALL\\_MEASURE\\_REPORT%202017.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf)

## Etape 7 : Approche recommandée sous réserve de ressources financières complémentaires sur 5 ans

Sur la base de ce nouveau modèle de renforcement de l'AVRR et des études développées dans les pays d'origine/retour, la sous-section et le graphique suivants présentent les conditions et étapes d'un processus de réintégration optimal et durable. Enfin, si le projet met bien davantage l'accent sur les communautés que dans le modèle courant (graphique 5), le modèle de réintégration communautaire (graphique 9 ci-dessous) fait des communautés les agents principaux de la réintégration, ce qui demanderait une excellente connaissance des communautés par les bureaux pays de l'OIM (Guinée Conakry, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal et Mali).

Graphique 9 : Modèle de réintégration communautaire adapté aux besoins de l'OIM Maroc



Comme dans le modèle de graduation discuté ci-dessus, deux phases sont à distinguer :

- **Avant le départ (Maroc) :**
  - Les migrants qui expriment la volonté d'obtenir une assistance au retour (AVRR) bénéficient non seulement d'une aide (protection), mais aussi d'un 'bilan de compétences', d'un diagnostic des éventuels traumatismes ou dommages psychosociaux, d'un entretien pour identifier leur profil socioéconomique, communauté d'origine, communauté(s) de retour possible(s), aspirations, etc. avec le soutien d'un gestionnaire individuel de cas (*case manager* – préconisé dans le rapport OIM-Measure). Des formations courtes de trois semaines sont également dispensées par l'OIM avant d'engager en amont le processus de réintégration et de rendre les individus acteurs de leur réintégration – **1**
  - Les communautés de retour sont identifiées et contactées par l'OIM, grâce à la coordination intrarégionale entre les bureaux du Maroc et les bureaux de l'OIM en Guinée, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal et Mali. Un diagnostic des problèmes socioéconomiques et du marché du travail locaux est établi – situation de l'emploi, secteurs économiques porteurs, accès aux services, questions environnementales, cohésion sociale, perception des migrants... **2**
- **Après le retour (Guinée Conakry, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal et Mali) :**
  - S'appuyant sur le diagnostic communautaire (communauté de retour) et sur le bilan de compétences (migrant) effectués en amont, le case manager estime les possibilités d'intégration sociale, économique et psychosociale du migrant de retour au sein de la communauté **3**
  - Un nexus économique, psychosocial et social est mis en œuvre – à l'aide d'activités génératrices de revenus, de soutien aux chaînes de valeur, de projets entrepreneuriaux, mais aussi de projets socioculturels et de suivi psychologique – à destination des migrants de retour **4**
  - Quelles que soient les activités sociales et économiques mises en place pour la réintégration individuelle (**4**), leurs retombées sur la communauté de retour doivent être positives au niveau social, sociétal, économique et environnemental **5**

- Un retour avec suivi longitudinal (3 mois, 6 mois, 1 an, 3 ans) est effectué par les équipes de l'OIM (case manager) et par les communautés de retour à l'OIM Maroc, afin d'estimer le succès des initiatives, de suivre les cas, d'apprendre des échecs éventuels **6**
- Le processus de réintégration du migrant de retour au sein de la communauté est alors accompli, à mesure que la communauté tire les dividendes sociaux, économiques et environnementaux du retour des migrants **7**

Ce modèle de réintégration est à la fois cohérent avec les objectifs de l'OIM-Maroc (FORAS) et avec les résultats des études dans les pays de retour, mais requiert un investissement financier plus important, en particulier dans les pays de retour, ainsi qu'un calendrier pluriannuel (5 ans).



## CONCLUSION

Pour conclure, ce rapport confirme les recommandations de l'étude MEASURE, et développe une **approche graduée adaptée aux besoins de l'OIM Maroc** comme la solution prescrite dans ce rapport pour rendre le processus de réintégration cohérent entre l'avant et l'après retour – et pour utiliser de façon stratégique et utile les deux ou trois semaines d'orientation professionnelle accordées au Maroc avant le retour. Au lieu de centrer l'analyse sur un maillon temporel de la chaîne de réintégration, il est central de voir au-delà des deux ou trois semaines passées au Maroc au sein d'un programme de formation pour avoir un impact réel et mesurable sur les individus et les communautés. Il convient pour ce faire d'envisager le processus de réintégration comme :

- Un phénomène individuel complexe liant dimension économique (emploi), *mais aussi* aspects sociaux et psychosociaux ;
- Un phénomène communautaire complexe liant dimensions sociale (possible stigmatisation des migrants de retour) et économique (rareté de l'emploi dans les marchés locaux), *mais aussi* impacts environnementaux (des activités développées) et sociétaux (fragilité des structures sociales) ;
- Un projet gradué, initié au Maroc, *mais* poursuivi dans les pays d'origine, ce qui fait de l'OIM et autres parties prenantes des plateformes de transition, des passerelles dans la formation, l'information et le suivi ;
- Une opportunité de développement, par la dissémination de bonnes pratiques techniques, professionnelles, commerciales, etc. au sein des pays d'origine et en s'appuyant sur les migrants de retour comme sur des ambassadeurs.

Dans cette optique, ce rapport et les données collectées au Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal plaident pour l'approche suivante – en considérant les limites spécifiques (financement et calendrier) de l'intervention :

Tableau 24 Approche proposée

<b>Pilier 1 de FORAS : Conseil et Orientation</b>	L'établissement de <b>rapports d'engagement (non contractuels, mais responsabilisants)</b> pour l'ensemble des acteurs : par le <i>case management (MEASURE)</i> , par le suivi de l'approche gradué, il devient possible de faire des migrants les acteurs de leur propre destin en optimisant leur autonomie, et en leur redonnant une liberté de choix au Maroc comme dans les pays d'origine. Il ne s'agit pas ici de contrats légaux ou moraux, mais davantage de projets de réintégration et de développement professionnel, social et psychosocial individualisés discutés entre les individus, les communautés et l'OIM.
<b>Pilier 2 de FORAS : Formations avant le retour</b>	La priorité donnée au <b>partage de l'information</b> , et à la <b>sensibilisation aux méthodes vertes, équitables et durables</b> des secteurs clés de l'économie ouest-africaine.

Cette approche demande un véritable effort de la part de l'OIM pour améliorer sa coopération interne à l'échelle régionale entre pays d'origine et pays de retour, qui entre parfois en compétition avec l'approche « projets » en place. L'OIM Maroc a toutefois franchi un pas vers une amélioration de la cohérence pré/post retour – ce projet doit donc être perçu comme un pilote vers des projets plus ambitieux et un système de coopération plus holistique, facilité par des outils existants. Plus encore, cette approche exige une redéfinition de l'organisation auprès des acteurs de la réintégration (gouvernements, bailleurs, OIM elle-même, ONGs, secteur privé, mais aussi migrants et communautés,) ; loin de n'être qu'un facilitateur, un prestataire de services, un 'implémenteur' ou un maillon de la chaîne, l'OIM doit affirmer un rôle de garant de la protection et de la réintégration des migrants au sein des communautés d'origine en élargissant sa compréhension du temps (approche de long-terme), de l'espace (coordination inter-pays), et de l'humain (meilleure prise en compte de l'enjeu communautaire et des cas individuels).

## ANNEXE 1. DEMARCHES FORMELLES POUR SE LANCER DANS L'AUTO-EMPLOI

Sénégal	
Source	<a href="http://www.creationentreprise.sn/sites/default/files/u118/guide_du_createur_dentreprise_version_du_08-06-15.pdf">http://www.creationentreprise.sn/sites/default/files/u118/guide_du_createur_dentreprise_version_du_08-06-15.pdf</a>
Choisir le type d'entreprise	Deux options correspondent aux projets de réintégration : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Entreprise individuelle</li> <li>2. GIE</li> </ol>
Démarches pour l'entreprise individuelle	<p>Les pièces à fournir à la Bureau d'appui à la Création d'Entreprise (BCE) de l'APIX sont : ·</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux copies d'une pièce d'identification nationale (carte d'identité nationale, passeport, permis de conduire) ·</li> <li>• Une déclaration sur l'honneur, disponible à l'APIX, renseignée et signée par le requérant ou Un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois ·</li> <li>• Deux timbres fiscaux de 2000 FCFA</li> </ul> <p>Les dépôts de dossier se font entre 8h et 11h Le délai est de 48h.</p>
Démarches pour le GIE	<p>Les pièces à fournir à la Bureau d'appui à la Création d'Entreprise (BCE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Trois imprimés des statuts, du règlement intérieur et du procès-verbal de l'AG constitutive</li> <li>• Une copie des cartes d'identité des membres</li> <li>• Une déclaration sur l'honneur, disponible à l'APIX, renseignée et signée par le Président ou le casier judiciaire du Président datant de moins de trois (3) mois</li> <li>• Deux timbres fiscaux de 2000 FCFA</li> </ul> <p>Les dépôts de dossier se font entre 8h et 11h Le délai est de 7 jours.</p>
Contact	<p><b>BCE</b>            52-54, rue Mohamed V – Immeuble Alwar Rez de chaussée, BP 430 - Dakar, SENEGAL            (221) 33 849 05 55            (221) 33 849 05 84            (221) 33 849 05 88.</p>

Mali

Source	<a href="https://mali.eregulations.org/">https://mali.eregulations.org/</a>
Choisir le type d'entreprise	Deux options correspondent aux projets de réintégration : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Commerçant individuel</li> <li>2. GIE</li> </ol>
Démarches pour le commerçant individuel	Les démarches sont les suivantes : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Obtention d'une copie d'extrait d'acte de naissance et d'acte de mariage (mairie de quartier)</li> <li>2. Obtention d'un certificat de résidence (commissariat de quartier)</li> <li>3. Demande d'extrait de casier judiciaire (tribunal de 1<sup>re</sup> instance)</li> <li>4. Retrait d'extrait de casier judiciaire (tribunal de 1<sup>re</sup> instance)</li> <li>5. Achat de timbres fiscaux</li> <li>6. Dépôt du dossier auprès de l'API <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Extrait d'acte de naissance</li> <li>b. Extrait d'acte de mariage</li> <li>c. Pièce d'identité</li> <li>d. Demande de création d'entreprise individuelle adressée au Ministre</li> <li>e. Demande d'immatriculation au registre du commerce adressée au greffier en chef</li> <li>f. Certificat de résidence</li> <li>g. Fiche de paiement des frais GU (entreprise individuelle)</li> </ol> </li> <li>7. Paiement des frais d'enregistrement (8,900 FCFA)</li> <li>8. Prise de rendez-vous pour le retrait des certificats</li> <li>9. Retrait du certificat RCCM, du certificat NINA et de la Carte d'Identification Fiscale</li> </ol> <p>Le délai est de 3 jours.</p>
Démarches pour le GIE	Préparer les documents pour le guichet unique (1) <ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtention d'une copie d'extrait d'acte de naissance</li> <li>• Demande d'extrait de casier judiciaire</li> <li>• Retrait d'extrait de casier judiciaire</li> </ul> <p>S'enregistrer via le guichet unique (6)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat d'un timbre fiscal</li> <li>• Dépôt du dossier <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Extrait d'acte de naissance</li> <li>○ Extrait d'acte de naissance</li> <li>○ Statuts du GIE</li> <li>○ Pièce d'identité</li> </ul> </li> <li>• Paiement des frais de création d'entreprise (<b>CFA 47 300</b>)</li> <li>• Prise de rendez-vous pour le retrait des certificats</li> <li>• Retrait du certificat RCCM, du certificat NINA et de la Carte d'Identification Fiscale</li> </ul> <p>Le délai est de 10 jours.</p>
Contact	Guichet Unique pour la Création d'Entreprises (API-MALI). Bamako, Immeuble API-MALI, Quartier du Fleuve Tel : +223 20 22 95 25/+223 20 22 95 26.

### Guinée

Source	<a href="http://apip.gov.gn/page.php?id=14&amp;q=creer-votre-entreprise">http://apip.gov.gn/page.php?id=14&amp;q=creer-votre-entreprise</a>
Choisir le type d'entreprise	Deux options correspondent aux projets de réintégration : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Entreprise individuelle</li> <li>2. GIE</li> </ol>
Démarches pour l'entreprise individuelle	Pièces à fournir à l'APIP <ul style="list-style-type: none"> <li>• La Demande d'immatriculation (Modèle disponible au Guichet Unique)</li> <li>• L'extrait du casier judiciaire de l'entrepreneur</li> <li>• La copie de la pièce d'identité de l'entrepreneur</li> <li>• Deux photos d'identité de l'entrepreneur</li> <li>• Certificat de résidence</li> <li>• 212 500 GNF</li> </ul>
Contact	Agence de Promotion des Investissements Privés 252, rue KA 022 - BP : 2024, Boulbinet, Conakry Téléphone : +224 656 31 11 14

### Cameroun

Source	<a href="https://mybusiness.cm/">https://mybusiness.cm/</a>
Choisir le type d'entreprise	Entreprise individuelle  Il n'y a pas d'équivalent du GIE au Cameroun.
Démarches pour l'entreprise individuelle	La demande se fait en ligne sur <a href="https://mybusiness.cm/">https://mybusiness.cm/</a>  Documents à fournir <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une copie de l'acte de naissance</li> <li>• Une photocopie de l'acte de mariage le cas échéant</li> <li>• Une déclaration sur l'honneur faisant partie intégrante du formulaire unique signé du demandeur et attestant qu'il n'est frappé d'aucune interdiction d'exercer le commerce/ un extrait de casier judiciaire (un étranger devra également fournir un extrait de casier judiciaire émanant des autorités de son pays ou tout autre document en tenant lieu)</li> <li>• Une déclaration sur l'honneur faisant partie intégrante du formulaire unique attestant de la résidence du requérant ;</li> <li>• En cas d'acquisition d'un fonds ou de location- gérance, une copie de l'acte d'acquisition ou de l'acte de location-gérance ; 8. Une copie du titre de propriété ou de bail du principal établissement, le cas échéant</li> <li>• un plan de localisation signé du requérant ;</li> <li>• 41,500 XAF</li> </ul>

Côte d'Ivoire

Source	<a href="https://cotedivoire.eregulations.org/procedure/81/102?l=fr">https://cotedivoire.eregulations.org/procedure/81/102?l=fr</a>
Choisir le type d'entreprise	Deux options correspondent aux projets de réintégration : <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Commerçant individuel</li> <li>2. GIE</li> </ol>
Démarches pour le commerçant individuel	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtention du certificat de résidence auprès du commissariat de police</li> <li>• Dépôt du dossier de création <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pièce d'identité</li> <li>2. Formulaire unique (Personne Physique)</li> <li>3. Déclaration sur l'honneur 2 Déclaration sur l'honneur</li> <li>4. Certificat de résidence Contrat de bail</li> <li>5. Contrat de bail Extrait d'acte de naissance</li> <li>6. Extrait d'acte de naissance Plan de localisation du local du commerce</li> <li>7. Plan de localisation du local du commerce</li> <li>8. Extrait d'acte de mariage</li> </ol> </li> <li>• Paiement des frais de constitution (32,000 FCFA)</li> <li>• Retrait des documents attestant de la création de l'entreprise</li> </ul> <p>Délai de 2 jours</p>
Démarches pour le GIE	<p>Inscription du GIE au Guichet Unique du CEPICI</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépôt du dossier de création <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Procès verbal autorisant la création d'un GIE</li> <li>2. Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier</li> <li>3. Déclaration sur l'honneur</li> <li>4. Statuts notariés</li> <li>5. Bordereau des actes déposés</li> <li>6. Liste des dirigeants</li> <li>7. Contrat de bail</li> <li>8. Pièce d'identité</li> <li>9. Plan de localisation du local du commerce</li> </ol> </li> <li>• Paiement des frais de constitution (CFA 271,200)</li> <li>• Retrait des documents attestant de la création du GIE (Délai de 4 jours)</li> <li>• Ouverture d'un compte bancaire</li> </ul>
Contact	2ème étage immeuble LE DJEKANOU Boulevard De Gaulle Plateau – Abidjan +225 20 30 23 85

## ANNEXE 2. STRUCTURES NATIONALES DEDIEES A L'EMPLOI DES JEUNES DANS LES PAYS DE L'ETUDE

### Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ), Sénégal<sup>82</sup>

Activités	Contacts
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place une banque de projets créateurs d'emplois dans le court, moyen et long terme.</li> <li>- <b>Programme d'Appui à l'Insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (PADES)</b> : promotion de l'insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur par leur insertion dans les Ecoles et Instituts de Formation privés via les contrats de solidarité, mais aussi par l'encouragement à la création de Juniors Conseils d'Entreprises (JCE) pour faciliter l'accompagnement et l'encadrement des jeunes (13 milliards de FCFA, 3 ans, 15 000 emplois prévus)</li> <li>- <b>Projet de création d'une plateforme Multiservices (SEN Téranga)</b> : création d'un réseau de 2000 Points-Services dans le domaine de la distribution de produits et services via les Technologies de l'Information et de la Communication permettant ainsi aux jeunes de bénéficier d'emplois stables et sécurisés. (5 milliards de FCFA, 3 ans, 6000 emplois prévus).</li> <li>- <b>Programme d'Appui à la création de Micro Entreprise (PAME)</b> : formation des jeunes et mise à disposition d'unités de production suivant un modèle de transfert de technologies (5 milliards de FCFA, 3 ans, 15 000 emplois prévus)</li> <li>- <b>Programme « Une ASC, un Projet »</b> : promotion de l'insertion socioéconomique des jeunes par le biais d'une mobilisation sociale et d'un encadrement technique et financier en partenariat avec l'Organisme National de Coordination des Activités de Vacances (ONCAV) (12 Milliards de francs CFA, 3 ans, 20 000 emplois prévus)</li> <li>- <b>Programme d'Appui à l'Insertion professionnelle des Jeunes Artisans (PAJA)</b> : mise en place d'un dispositif intégré visant à soutenir la qualification des jeunes en leur facilitant l'accès au financement pour l'acquisition d'équipements modernes ; et l'installation de centres de compétences agréés dans tous les corps de métiers de la filière artisanale (8 Milliards de FCFA, 3 ans, 10 000 emplois).</li> <li>- <b>Programme d'appui aux acteurs du secteur informel (PASI)</b> : professionnalisation de l'activité des marchands ambulants par la construction de 10 000 cantines pour le recasement de 10 000 marchands ambulants à travers les villes de Dakar, Guédiawaye, Pikine, Rufisque, Thiès, Saint Louis, Kaolack, Diourbel et Tambacounda. (9 Milliards de FCFA).</li> <li>- <b>Projet d'Appui à la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes en milieu Rural (PAJER)</b> : encourager l'entrepreneuriat en milieu rural par le développement de la chaîne de valeur agricole, avec un important volet de réalisation d'infrastructures structurantes (fermes modernes, magasins de stockage, de transformation et de conditionnement) et d'accès aux marchés par le développement de contrats de production avec certains organismes publics comme privés. Ce projet comporte également une importante composante d'identification, d'accompagnement et d'encadrement des jeunes entrepreneurs ruraux (25 Milliards FCFA, 20 000 emplois prévus)</li> <li>- <b>Fonds de Garantie à l'Auto emploi des Jeunes (FOGAREJ)</b> : en collaboration avec le Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP) mise en place d'un Fonds de Garantie à l'auto emploi des jeunes (FOGAREJ) et qui va porter sur un montant de 2 milliards FCFA. Ce fonds va permettre de financer 1 500 projets, créateurs de 2 000 emplois directs.</li> </ul>	<p>Lot 1 Lotissement SODIDA - Avenue Bourguiba BP : 47267 Dakar-Liberté            Tel : +221338691982            Fax : +221338691986            Email : anpej@anpej.sn            Site Web : www.anpej.sn            Numéro Vert : 800 800 600            5 antennes régionales :</p> <p>Antenne Régionale Ouest : Régions De Dakar Et Thiès            Antenne Régionale Nord : Régions De Saint Louis, Louga Et Matam            Antenne Régionale Sud : Régions De Ziguinchor, Kolda Et Sédhiou            Antenne Régionale Centre : Régions De Kaolack, Fatick, Kaffrine Et Diourbel            Antenne Régionale Est : Régions De Tambacounda, Kédougou</p>

<sup>82</sup> Toutes les informations de ce tableau sont extraites des sites officiels des agences nationales de l'emploi des jeunes. Pour le Sénégal, ces informations ont été extraites de: [www.anpej.sn](http://www.anpej.sn)

## Mali

### Agence Nationale pour l'Emploi

La Mission de l'ANPE est de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi du Gouvernement du Mali à travers les activités suivantes :

- Procéder à la collecte, à la centralisation, à l'analyse et à la diffusion des données relatives au marché de l'emploi
- Procéder à la prospection, à la collecte des offres d'emploi auprès des employeurs et à la mise en relation de l'offre et de la demande d'emploi ;
- assurer l'accueil, l'information et l'orientation de demandeurs d'emploi ;
- Promouvoir l'auto-emploi à travers l'information et l'orientation des futurs entrepreneurs ;
- Réaliser toutes activités en relation avec ses missions qui lui seraient confiées par l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics ;
- Réaliser toutes études sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- Concourir à la mise en œuvre des activités de formation professionnelle, de perfectionnement, de reconversion et d'insertion ;
- Concevoir et mettre œuvre des mécanismes et des actions destinés à assurer la promotion de l'emploi, notamment de l'emploi féminin.

Quartier du fleuve, Av.  
Moussa Travélé près du  
marché Dibida  
Tel : +223 20 22 31 87 /  
+223 20 22 83 54  
Courriel : anpe@anpe-  
mali.org  
[http://www.anpe-  
mali.org/](http://www.anpe-mali.org/)

### Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)

La mission de l'APEJ est de concourir à la promotion de l'emploi pour les jeunes Maliens, hommes et femmes de 15 à 40 ans, en milieu rural et urbain, résidant ou expatrié, en facilitant leur accès au marché du travail et au crédit. Le Programme Emploi Jeunes (PEJ) comprend 4 composantes

- *Employabilité des jeunes : Renforcement de l'employabilité des jeunes*
  - Le Stage de Formation Professionnelle (SFP)
  - Le Stage de Qualification Professionnelle (SQP)
  - L'apprentissage
  - La reconversion/Adaptation
  - Les chantiers-écoles/HIMO (pavage, dallage de roches, pistes rurales, aménagements hydro agricoles, forêts).
- *Entrepreneuriat : Le développement de l'esprit d'entreprise*
  - Information et sensibilisation à entrepreneuriat
  - Formation en entrepreneuriat
  - Aide et assistance des jeunes à l'élaboration de leurs plans d'affaires
  - Appui/conseils des promoteurs des projets
  - Développement du système d'incubation.
- *Financements de projets : Le renforcement du dispositif de financement des projets des jeunes*
  - Le financement des projets ;
  - La garantie des projets ;
  - L'appui/conseil en vue d'accéder au crédit ;
  - Le suivi des projets financés.

#### Direction générale

Bamako - Hamdallaye ACI 2000, Près du Monument de l'Obélisque,  
Tél : (+223) 20 29 64 55 / 20 29 64 56  
Fax : (+223) 20 29 64 59 | BP : E2584 Bamako – Mali  
Email : [contact@apej.ml](mailto:contact@apej.ml)  
Site web : <https://apej.ml/>

#### Coordinations Régionales

Bamako : Hamdallaye ACI 2000. Tel : (+223) 20 29 57 41 /  
Email : [bamako@apej.ml](mailto:bamako@apej.ml)  
Kayes : Plateau. Tel : (+223) 21 52 46 34 / [kayes@apej.ml](mailto:kayes@apej.ml)  
Koulikoro : Gare. Tel : (+223) 21 26 29 83 /  
[koulikoro@apej.ml](mailto:koulikoro@apej.ml)  
Sikasso : Wayerma 2. Tel : (+223) 21 62 21 38 /  
[sikasso@apej.ml](mailto:sikasso@apej.ml)  
Ségou : Village CAN. Tel : (+223) 21 32 20 23 /  
[segou@apej.ml](mailto:segou@apej.ml)  
Mopti : Millionkin-Sévaré. Tel : (+223) 21 42 10 25 /  
Email : [mopti@apej.ml](mailto:mopti@apej.ml)  
Tombouctou : Route de Kabara. Tel : (+223) 21 92 26 55 /  
[tombouctou@apej.ml](mailto:tombouctou@apej.ml)  
Gao : Sayéné. Tel. (+223) 21 82 13 68 / [gao@apej.ml](mailto:gao@apej.ml)  
Kidal : Tel : (+223) 21 85 00 06 / [kidal@apej.ml](mailto:kidal@apej.ml)

**Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (AGUIPE), Guinée**

**Activités**

L'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes dispose en son sein d'une équipe technique d'experts dans les domaines de : l'Assistance, du Conseil, de la Formation, du Suivi et du Coaching.

Projets en cours :

- **Projet « booster les compétences pour l'employabilité des jeunes » (BOCEJ) :** projet validé en septembre 2014 par le Conseil d'Administration de la Banque Mondiale d'un montant global de 20 millions de dollars pour 2015-2020. Le projet vise à améliorer la qualité de la formation et de son adéquation aux besoins du marché de l'emploi en augmentant les taux d'emploi parmi les diplômés et en améliorant la gouvernance de la formation axée sur les compétences à travers trois composantes :
  - o « **le Fonds Compétitifs, les Compétences et l'Employabilité** » (FCCE) : qui vise à créer et améliorer des programmes de formation grâce à un partenariat public-privé (PPP).
  - o « **de l'Education à l'Emploi** » (E2E) : qui vise à faciliter l'accès des jeunes diplômés, chômeurs, ainsi que les jeunes exclus en permanence du marché du travail en raison de chômage prolongé, à une formation axée sur l'emploi dans les domaines professionnels techniques et/ou des compétences de base de l'employabilité.
  - o « **Appui institutionnel et cadre réglementaire** » : cette composante vise à appuyer la révision du cadre réglementaire actuel des départements ministériels concernés par une approche participative impliquant tous les services qui auront la responsabilité de réviser les textes en vigueur et en cohérence avec les réformes en cours.
- **Projet d'Appui à la Transformation Agricole Guinéenne (PATAG – EAJ)** financé par la Banque Africaine de Développement, la FAO et le gouvernement guinéen pour sélectionner, former et accompagner les jeunes porteurs de projet dans l'entrepreneuriat agricole.

Agence	Adresse	Contacts
AGUIPE SIEGE	Près du Ministère des Affaires Étrangères – Cour du Secrétariat des Affaires Religieuses, quartier Almamiya	664439385
BOKE	Nouveau Gouvernorat - quartier KOULIFANYA	622021509
FARANAH	Quartier abattoir, derrière le gouvernorat	655520267
KALOUM	Quartier Tombo, à la Mairie	628767227
KANKAN	Quartier Énergie près de la plaque des Benz	622007075
KINDIA	Immeuble Nako Diabaté en face de la station Shell sur la nationale Conakry-Kindia. Quartier Gangan tafory	621860655
KISSIDOUGOU	Préfecture au rez-de-chaussée à côté de l'école primaire Kissi Kaba Keita, quartier Gbangban	628210721
LABE	Bloc administratif du gouvernorat de Labé au rez-de-chaussée, quartier Konkola	622743952
MAMOU	Quartier Almamiya dans l'enceinte du gouvernorat, en face du stade préfectoral	622382077
MATAM	Quartier Matam centre, à la Mairie, 3ème étage	664287026
MATOTO	Commune de Matoto, quartier Matoto, à la Mairie	622501380
MEC CONAKRY	Près du Ministère des Affaires Etrangères – Cour du Secrétariat des Affaires Religieuses, quartier Almamiya	622525169
RATOMA	Quartier Taouya à la mairie	626940450
N'ZEREKORE	Quartier Nyen, en face de la société Générale de Banques en Guinée	628276189



**Activités**

Une offre de services adaptée au profil de jeunes demandeurs d'emploi allant des jeunes analphabètes aux jeunes diplômés :

- Placements directs en entreprises et Programme d'Aide à l'Embauche ;
- Programme de requalification et formations courtes et pratiques ;
- Entrepreneuriat et financement d'initiatives économiques et financement de micro-entreprises, d'Activités Génératrices de revenus (AGR) ;
- Apprentissage ;
- Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) : vise à financer la rémunération des jeunes, de l'équipement de travail et de l'accompagnement à l'insertion des jeunes et des femmes.
- Contrat pour le Désendettement et le Développement (C2D - volet Activités Génératrices de Revenus) : financé à travers l'Agence française au développement (AFD), des Activités Génératrices de Revenus (AGR) initiées dans le cadre du C2D, qui vise à offrir un appui à la création des AGR aux groupes vulnérables et jeunes à risque porteurs d'une idée de projet. Le financement des AGR dans le cadre du C2D est uniquement orienté vers le domaine agropastoral
- Opération spéciale : AGIR POUR LES JEUNES : financée à hauteur de 1 milliards 50 millions de Francs CFA et en partenariat avec la Banque Atlantique et l'UNACOOPEC. L'Opération concerne dix régions de la Côte d'Ivoire : le Gôh, le Lôh-Djiboua, le Hambol, le N'Zi, le Béré, le Worodougou, le Bafing, la région des Grands Ponts, le Sud-Comoé et l'Indenié-Djuablin.

**Projet d'Appui au Traitement Economique du Chômage (PATEC)** : qui vise à de former, financer (installer) et accompagner les promoteurs détenteurs de projets viables dans la mise en œuvre de leurs activités. Les secteurs sont :

- Les activités agricoles à court terme (cultures maraichères et autres plantes annuelles)
- Les activités de pêches, d'élevage et de pisciculture (pour les entreprises en activité)
- L'artisanat
- Le commerce et service divers (distribution, coiffure, couture, maroquinerie, etc.)
- L'agro-industrie (petites transformations)
- Les ateliers de fabrication et de réparations
- Les activités liées au métier du bois (menuiserie, ébénisterie, etc. déjà en activité)

**Contacts**

PLATEAU, BD CLOZEL /  
IMMEUBLE PERIGNON  
Tél. : 20 21 50 53/20 22  
80 32  
FAX : 20 21 12 86  
Adresse Mail :  
info@emploijeunes.ci  
Centre d'écoute : 98097  
/ 20 33 01 00

<https://agenceemploijeunes.ci>

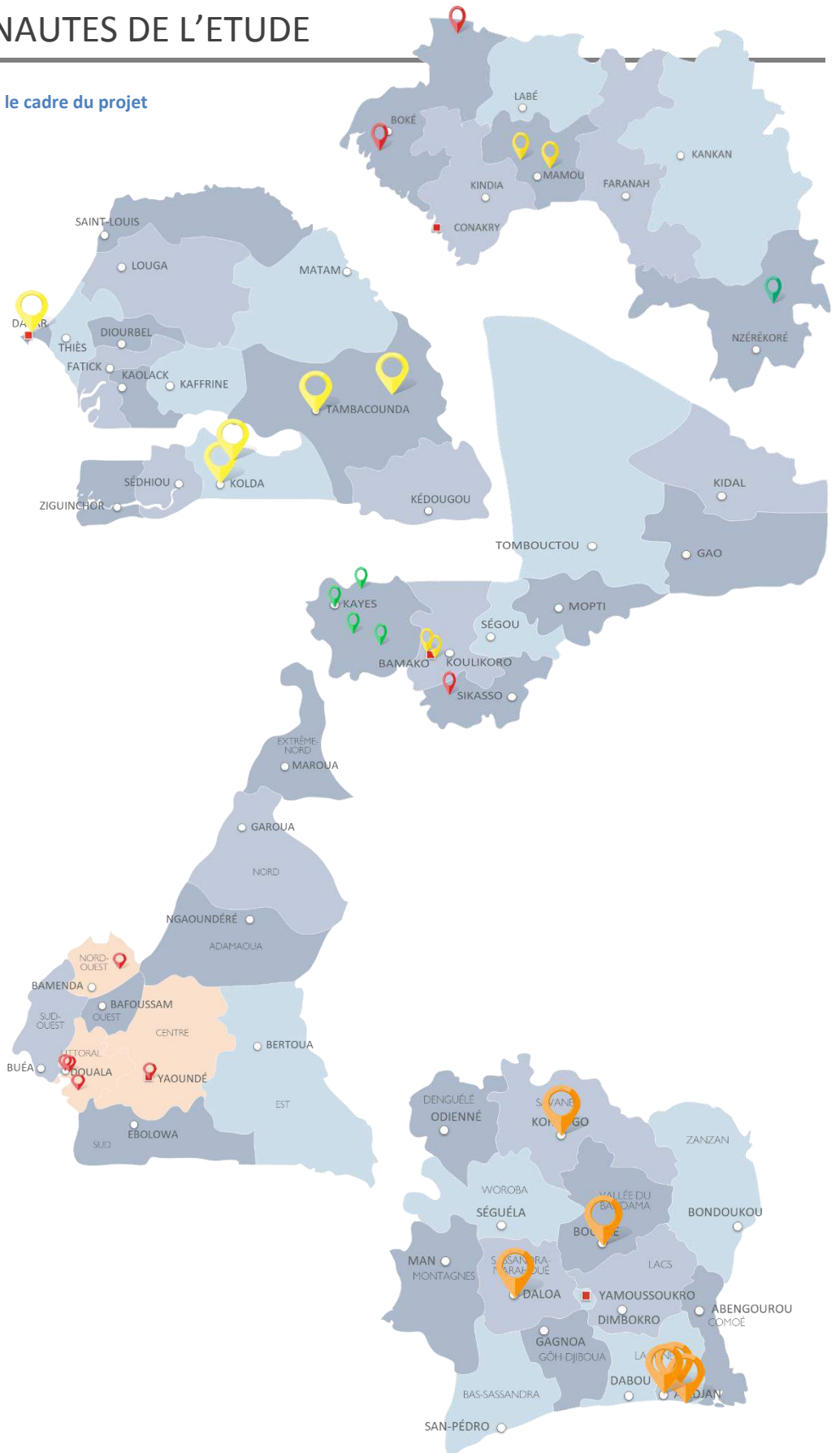
Fonds National de l'Emploi (FNE), Cameroun

Activités	Contacts	Agence de Bonaberi	Agence de Kribi
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme Spécial d'Emplois Urbains (<b>USEP</b>)</li> <li>- Centre Intégré d'Information pour l'Entrepreneuriat des Jeunes à Yaoundé (<b>CIIEJ</b>) propose toute l'année un accueil ciblé et gratuit avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>o Une connexion internet gratuite ;</li> <li>o Une bibliothèque sur les procédés technologiques ;</li> <li>o Une documentation complète sur l'entreprise et le marketing ;</li> <li>o Des espaces d'échanges avec des professionnels ;</li> <li>o Des entretiens-conseil par des Conseillers Emploi ;</li> <li>o L'accès gratuit à un réseau virtuel de partenaires ;</li> <li>o Des ateliers collectifs sur des thématiques concrètes ;</li> <li>o Des ateliers d'initiations à la création d'entreprise.</li> </ul> </li> <li>• <b>PADER</b> (Programme d'appui au développement des emplois ruraux) : formation aux méthodes modernes d'exploitation ; les moyens matériels et financiers, ainsi qu'un appui à la gestion et à la vente des produits.</li> <li>• Le "<b>PED</b> (Programme Emplois Diplômés : un programme de stages préemploi qui vise l'insertion dans le circuit de production des jeunes diplômés sans expérience professionnelle, et à la recherche d'un emploi.</li> </ul>	<p><b>Contacts</b> Siège Social : Yaoundé Localisation : Elig Essono - Rue Girafe Hôtel B.P. 10 079 Yaoundé Tél. (237) 222 23 00 62 / 222 23 41 34 Fax : (237) 222 23 53 39 <a href="mailto:contact@fnecm.org">contact@fnecm.org</a> Site web : <a href="https://fnecm.org/">https://fnecm.org/</a></p> <p><b>Agence Centrale - Yaoundé</b> Quartier Fouda Face Jouvence Hôtel B.P. 10 079 Yaoundé Tél. 222 230 062 - 222 234 134 690 210 651 - 690 234 152 <a href="mailto:fneyaounde@fnecm.org">fneyaounde@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Mvolye</b> A côté de Shell Nsimeyong Tél. 222 311 884 <a href="mailto:fnemvolye@fnecm.org">fnemvolye@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Douala Bali</b> 3, rue Douala Manga Bell B.P. 15 473 Douala Tél. 233 432 651 - 233 432 660 Fax : 233 432 665 <a href="mailto:fnedouala@fnecm.org">fnedouala@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Douala Bassa</b> Bellavie Ndokoti B.P. 7 608 Douala Tél. 233 413 320 <a href="mailto:fnedoualabassa@fnecm.org">fnedoualabassa@fnecm.org</a></p>	<p><b>Agence de Bonaberi</b> Derrière la sous Préfecture de Bonassama B.P. 9696 Douala Tél. 233 397 762 <a href="mailto:fnbonaberi@fnecm.org">fnbonaberi@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Bafoussam</b> Face TALOTEL B.P. 775 Bafoussam Tél. 233 443 763 <a href="mailto:fnbafoussam@fnecm.org">fnbafoussam@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Ngaoundéré</b> Camp fonctionnaire B.P. 736 Ngaoundéré Tél. 222 073 659 <a href="mailto:fnngaoundere@fnecm.org">fnngaoundere@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Bamenda</b> Quartier Old Town P.O. Box 934 Bamenda Tél. 233 361 768 <a href="mailto:nefbamenda@fnecm.org">nefbamenda@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence du Nord</b> Quatier du Plateau Bâtiment de l'Inspection du Travail Tél. 675 494 086 - 222 27 12 47 <a href="mailto:fnegaroua@fnecm.org">fnegaroua@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de l'Extrême-Nord</b> Rue ancien CIMENCAM B.P. 231 Maroua Tél. 222 291 579 - 222 291 396 <a href="mailto:fnemaroua@fnecm.org">fnemaroua@fnecm.org</a></p>	<p><b>Agence de Kribi</b> A coté de la préfecture B.P. 423 Kribi Tél. 222 461 765 Fax : 222 461 463 <a href="mailto:fnekribi@fnecm.org">fnekribi@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de l'Est</b> Quartier Mokolo B.P. 441 Bertoua Tél. 222 242 334 <a href="mailto:fnbertoua@fnecm.org">fnbertoua@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence du Sud</b> Province B.P. 795 Ebolowa Tél. 222 284 917 <a href="mailto:fnebolowa@fnecm.org">fnebolowa@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence du Sud-Ouest</b> GRA - BOTA B.P. 647 Limbé Tél. 233 332 959/58 Fax : 233 332 956 <a href="mailto:fnelimbe@fnecm.org">fnelimbe@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Bafia</b> En face de la Préfecture Tel. 699 515 907 - 222 285 179 <a href="mailto:fnbafia@fnecm.org">fnbafia@fnecm.org</a></p> <p><b>Agence de Nkongsamba</b> A côté de la Préfecture Tél. 677 559 220 <a href="mailto:fnnkongsamba@fnecm.org">fnnkongsamba@fnecm.org</a></p>

# ANNEXE 3. COMMUNAUTES DE L'ETUDE

Tableau 25 Communautés étudiées dans le cadre du projet

<b>Guinée</b>	Dabankou, Kolaboui
	Saraboido
	Senko
	Timbo
	TimbiMadina
<b>Sénégal</b>	Goudiry
	Kolda
	Pikine
	Tambacounda
	Vélingara
<b>Mali</b>	Commune IV, Bamako
	Kirané, Yelimane
	Sikasso
	Kita
	Kayes
	Kati
	Bafoulabé
<b>CAMEROUN</b>	Edea
	Kumbo
	New-Bell
	Nkongmondo
	La Briqueterie
<b>COTE D'IVOIRE</b>	Daloa
	Korhogo
	Abobo
	Yopougon
	Adjouffou / Port-Bouet
	Bouaké



## ANNEXE 4. BIBLIOGRAPHIE

---

- AfBD « African Tourism Monitor », 2016,  
[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Africa\\_Tourism\\_Monitor\\_2016.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Africa_Tourism_Monitor_2016.pdf)
- AfBD, "Tourism in West Africa: an economic, social and cultural opportunity", 2015,  
<https://www.afdb.org/en/blogs/measuring-the-pulse-of-economic-transformation-in-west-africa/post/tourism-in-west-africa-an-economic-social-and-cultural-opportunity-14479/>
- Banque Africaine de Développement (2018), "Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2018",  
[https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2018AEO/Perspectives\\_economiques\\_en\\_Afrique\\_2018\\_Afrique\\_de\\_l\\_Ouest.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2018AEO/Perspectives_economiques_en_Afrique_2018_Afrique_de_l_Ouest.pdf)
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) (2016), Rapport Sur Les Conditions De Banque Dans L'UEMOA En 2016, [https://www.bceao.int/sites/default/files/2017-11/rapport\\_sur\\_les\\_conditions\\_de\\_banque\\_dans\\_l\\_uemoa\\_en\\_2016.pdf](https://www.bceao.int/sites/default/files/2017-11/rapport_sur_les_conditions_de_banque_dans_l_uemoa_en_2016.pdf)
- Banque Mondiale (2012). "The Informal Sector in Francophone Africa: Firm, Size, Productivity, and Institutions".
- Bateman, M. (2011) "Microfinance as a development and poverty reduction policy: is it everything it's cracked up to be?", Overseas Development Institute, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/6291.pdf>
- BIT (1998), « La mesure du sous-emploi, Seizième Conférence internationale des statisticiens du travail », <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/download/16thicls/report1.pdf>
- BIT (1998), « La mesure du sous-emploi, Seizième Conférence internationale des statisticiens du travail », <http://www.ilo.org/public/french/bureau/stat/download/16thicls/report1.pdf>
- Campos, Francisco, Michael Frese, Markus Goldstein, Leonardo Iacovone, Hillary C. Johnson, David McKenzie, and Mona Mensmann. "Teaching personal initiative beats traditional training in boosting small business in West Africa." *Science* 357, no. 6357 (2017): 1287-1290.
- Deloitte (2017), « Africa Construction Trends Report 2017”, <https://www2.deloitte.com/za/en/pages/energy-and-resources/articles/africa-construction-trends-report-2017.html>
- Eguiluz and Pinel (2018) "Cartographie des acteurs de formation en soft skills, entrepreneuriat et en métiers, à Casablanca, Oujda et Rabat", mars 2018
- European Commission Directorate-General for Home Affairs, Comparative Study on Best Practices to Interlink Pre-Departure Reintegration Measures Carried out in Member States with Short- and Long-Term Reintegration Measures in the Countries of Return (Matrix Insight, Brussels, 2012)
- Fonseca, Hart et Klink (2015) « Effective approaches to reintegration », <https://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/Reintegration-Position-Paper-final.pdf>
- Institut National de la Statistique - République de Côte d'Ivoire (2016) « Cote d'Ivoire - Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et le Secteur Informel 2016 »
- J.-P. Cassarino, "Theorising return migration: The conceptual approach to return migrants revisited", *International Journal on Multicultural Societies*, 6(2):253-279 (UNESCO, 2004)

Jacques Bottin, Claire Lemerrier et Claire Zalc, Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine (n.d.), "Tontines, réseaux et notion de crédit en Afrique de l'Ouest contemporaine", <http://credit.ihmc.ens.fr/documents/Textesemin.pdf>

Jeune Afrique (2017), Textile : en Afrique de l'Ouest, les cotonniers perdent le fil de la transformation, <http://www.jeuneafrique.com/mag/426363/economie/textile-afrique-de-louest-cotonniers-perdent-fil-de-transformation/>

La Banque Africaine de Développement (2018) « Perspectives économiques au Mali »

Maréchal, L. (2013). Le secteur minier est-il porteur de développement en Afrique?. Politique étrangère, (2), 85-98.

Mezger, C., & Flahaux, M. L. (2011). Returning to Dakar: A mixed methods analysis of the role of migration experience for labour market status. In Norface Conference on Migration: economic change, social challenge

Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et du Travail (2017) « Emplois dans les mines et l'agriculture : découvrir les opportunités »

OIM (2017a) "Towards an integrated approach to reintegration in the context of return migration"

Samuel Hall (2018) "Cartographie des zones de retour au Cameroon »

Samuel Hall (2018) "Cartographie des zones de retour au Mali »

Samuel Hall / OIM (2017) « Setting standards for an integrated approach to reintegration », financé par DFID, [https://www.iom.int/sites/default/files/our\\_work/DMM/AVRR/IOM\\_SAMUEL\\_HALL\\_MEASURE\\_REPORT%202017.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/our_work/DMM/AVRR/IOM_SAMUEL_HALL_MEASURE_REPORT%202017.pdf)

World Bank, (2016) "Skills in Guinea, Supply and demand"

**Samuel Hall** est un think-tank indépendant avec des bureaux en Asie (Afghanistan) et en Afrique de l'Est (Kenya). Nous sommes spécialisés en enquêtes socioéconomiques, analyses des secteurs privés et publics, et études d'impact pour les acteurs humanitaires et du développement. Avec une approche rigoureuse et inclusive des experts académiques, des spécialistes du terrain, et un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous avons accès à des zones complexes où nous collectons des données fiables et produisons des analyses ancrées dans la réalité concrète des communautés et des individus. Nous proposons des solutions pratiques et des perspectives innovantes pour répondre aux enjeux sociaux, économiques, et politiques de notre temps.

